



"Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire." (Voltaire)



Siège :
Niamakoro
à 100m
de l'Unicef

B.P. 2043
Tel.: 20 20 62 89
Fax : 20 20 76 39
Bamako (Mali)

édition quotidienne de Jamana
Le premier journal privé du Mali

www.lesechos.ml

N°5054 du jeudi 5 juillet 2018 - 29^e année - Mali : 300 F CFA

SIKASSO P.7
**Des sites
touristiques mécon-
nus par les Maliens**

POLITIQUE P.5

Le Mali, la Trajectoire, le destin



Partager sa réflexion sur un événement aussi grave, tragique, bouleversant, sur la vie d'une nation nécessite de s'appuyer sur certains repères pour la compréhension et le soutien à une argumentation fondée. La situation que traverse et vit la nation malienne ne peut et ne doit nous laisser indifférents.

KALABANCOURA P.3

**Le chiot de
la discorde**

PRESIDENTIELLE DU 29 JUILLET 2018 P.4

Soumi dévoile l'équipe de sa camapagne



Ministère de l'Économie numérique
et de la Communication



REMISE DE

13 000 TABLETTES-PC AUX ÉTUDIANTS

par SEM Ibrahim Boubacar KEÏTA, Président de la République, Chef de l'État



AGEFALI

Jeudi 5 juillet 2018

Campus universitaire de Kabala - 16h



En vente dans toutes les librairies



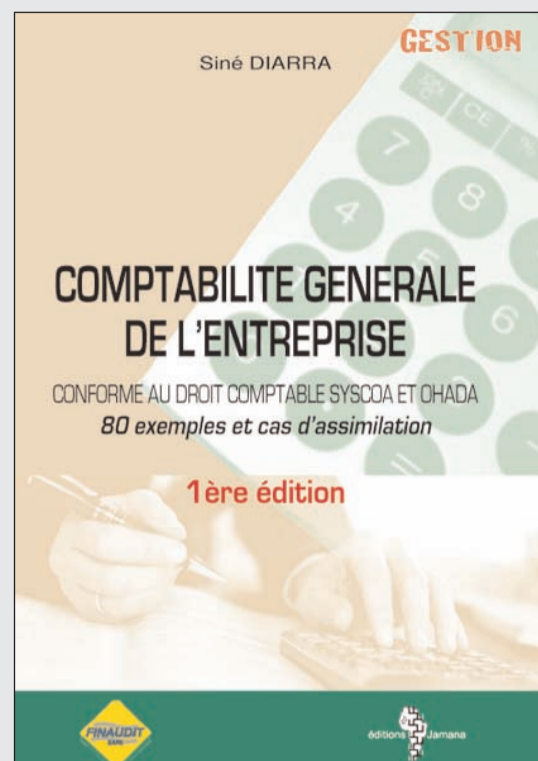
La politique sanitaire et sociale du Mali (1992-1997)

Les choix, les actions et les perspectives.

Une œuvre collective sous la direction de l'ancien ministre de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées Modibo SIDIBE

PRIX : 6 000 F CFA

En vente dans toutes les librairies



Complétant et explicitant les ouvrages de base du système que constituent le Corpus et le Guide d'application, ce livre vient enrichir la doctrine comptable issue du Droit Comptable SYSCOA et OHADA et rendre encore plus accessible la comptabilité à de nombreux utilisateurs de l'information comptable et financière **DESTINÉ aux étudiants, aux cadres des entreprises, au Patronat, etc., il est disponible dans les librairies au prix / 20 000 F CFA**

Vient de paraître aux Editions Jamana



Un recueil de contes captivants, éducatifs et ludiques.

Orateur hors paire, communicateur émérite, Cheick Mouctary Diarra, fait voyager les jeunes à travers la savane, les forêts et au-delà des cours d'eau.

Véritable cours d'éducation civique et morale, « **LES CONTES DE NOS ENFANCES... RACONTÉS À NOS PETITS ENFANTS** » est un livre à lire et à faire lire.

PRIX 6 000 F CFA

Poivre



Le Poivre Bara Musso

Le poivre Bara musso est une épice, au goût chaud, fort et piquant, c'est une des épices les plus utilisées par les femmes. Il est conditionné en sachets grand, moyen et petit, aussi en pot grand et petit format. Le poivre Bara musso a des vertus digestives, anti rhume, anti douleur, Il aide à soigner la gastro-entérite. Il met du piquant dans la vie et nous garde la santé. Le poivre Bara musso est riche en Calcium, fer, phosphore.

Le poivre Bara musso est utilisé dans plusieurs sortes de sauces et de marinades. On le trouve dans tous les marchés, Boutiques et Alimentations ou consultez le site web www.baramusso.com pour effectuer votre commande via notre plateforme E-commerce, étant dans votre salon.

Bara Musso I TA YE I KA KOW YE

KALABANCOURA Le chiot de la discorde

Ce mardi matin au réveil, dans une cour commune à Kalabancoura, un couple se disputait pour un chiot, motif : le manque d'attention à l'égard de l'animal.



AB est très attaché à son chiot, il n'apprécie pas les membres de la cour commune qui ne prennent pas soin de son chiot. AB aurait aimé que tous soient au petit soin pour son chiot. Mais tel n'est pas le cas, certains n'accordent aucune importance à l'animal surtout sa femme qui, très occupée, oublie souvent le chiot. Ce dernier est même très souvent privé de son repas quotidien.

Laissé à lui dans la cour, le chiot dans ses escapades ne fait que des « bêtises » à la limite insupportables pour des membres de la famille. Cacas par ci, urine par là, le chiot renifle tout, surtout ce qu'il ne faut pas...

Une chose qu'AB ne tolère pas et a du mal à comprendre qu'aucun membre de la cour ne pense au chien également. Occupé par son travail, AB est très regardant sur la santé et le bien-être de son chiot. Une fois rentré chaque soir, il vérifie l'état de son chiot. C'est là qu'il s'est rendu compte que ce dernier perd du poids. Et sans chercher à comprendre, il s'est mis en colère en soulignant avec hargne que le chiot est le futur protecteur de toute la cour. Rien que pour cette raison il (le chiot) doit être bien traité.

Sans hésiter AB a proféré des menaces. Il a promis de porter la main sur quiconque oserait encore maltraiter le chiot. Sa femme qui était la seule à l'écouter en plus des enfants, a promis de mieux prendre soin du chiot à la condition qu'AB tienne sa promesse de construire un gîte pour l'animal. Mais les plaintes de Mme n'impressionnent à aucun moment AB qui reste ferme sur sa décision de punir toute personne qui se hasarderait à nuire à la vie de ce petit animal. « Jeter une pierre sur ce chiot c'est donc porter atteinte au bonheur de son propriétaire », a-t-il scandé.

Cependant l'amour de celui-ci envers son chiot est loin de faire l'unanimité au sein de sa famille ainsi qu'à son entourage, qui qualifie les propos d'AB de non sens et d'irraisonnables. Jusque où l'amour des animaux peut-il nous mener ?

● DARCIA UTRECH RIPOLL
(stagiaire)

DISTRIBUTION DES CARTES D'ELECTEURS Les préfets mettent fin à leur grève

Les préfets et sous-préfets ont mis fin à leur grève mardi soir. Selon un communiqué, ils avaient rencontré dans la soirée le Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga. Aux termes des pourparlers, le gouvernement leur aurait renouvelé sa détermination à satisfaire leurs revendications. Ci-dessous le communiqué.

Réunis à la Primature aux environs de 18 heures pour un ultime round de négociation, le Syndicat des Administrateurs civils (SYNAC), le Syndicat libre des travailleurs du Ministère de l'Administration territoriale (SYLMAT) et le Gouvernement, représenté par le Ministre de l'Administration territoriale, M. Mohamed AG ERLAF, ont signé sous les regards du Chef du Gouvernement, un protocole d'accord qui met fin à la cessation de travail observée depuis le 25 juin 2018 par les personnels du commandement territorial.

Le texte du protocole d'accord stipule que le SYNAC et le SYLMAT acceptent l'offre du gouvernement d'une grille salariale com-

mençant à l'indice 460 et finissant à l'indice 1210.

Cette grille sera annexée à la loi portant statut du corps préfectoral dont le projet a été approuvé par le Gouvernement le 2 mai 2018, et qui sera adopté par Ordonnance avant la fin de l'année.

Le protocole d'accord précise que la transposition dans la nouvelle grille se fera de classe à grade.

En outre, le SYNAC et le SYLMAT, au terme de l'accord signé, acceptent que les primes et indemnités à allouer aux membres du corps préfectoral soient négociées ultérieurement.

L'accord ainsi approuvé par le gouvernement et les deux syndi-

cats produira ses effets à partir de janvier 2019.

Dès la signature de l'accord, les syndicalistes par la voix de leurs signataires. Ousmane Christian Diarra et Olivier Traoré, ont appelé leurs militants à lever le mot d'ordre de grève et à reprendre le travail le mercredi 4 juin 2018 à 7h30 précises. Ils ont en outre indiqué que leurs syndicats respectifs, soucieux de la préservation des intérêts supérieurs de la nation malienne et amplement satisfaits par les concessions faites par le gouvernement, ont décidé de reprendre le travail afin que le processus électoral poursuive son cours normal. Les responsables syndicaux ont donné l'assurance que des mesures

appropriées seront prises de manière à ce que les jours de grève observés n'affectent en rien le calendrier électoral.

Enfin, les syndicalistes ont salué l'écoute dont a fait montre le gouvernement, ainsi que l'implication personnelle du Premier ministre, qui furent déterminants dans le dénouement de la crise.

Il convient de rappeler que le Premier ministre Soumeylou Boubèye MAIGA avait décidé le 28 juin dernier d'écourter sa visite de travail en Europe (Paris, Bruxelles, La Haye) pour regagner le bercail et s'investir de près dans la résolution du conflit social afin d'en limiter l'impact sur le processus électoral. Dès son retour et après deux rencontres de conciliation avec les syndicalistes, le Premier ministre et son gouvernement sont parvenus à un accord qui satisfasse pleinement les administrateurs civils.

● CELLULE COMMUNICATION
DE LA PRIMATURE

Opinion

JE SUIS D'ACCORD "Pour l'élection présidentielle du 29 juillet 2018"

Le Mali traverse un moment de crise. Il a besoin de paix et de changements au niveau économique et social. Certains citoyens veulent que l'actuel président parte pendant que d'autres veulent qu'il reste. Une fois les élections faites, les Maliens seront fixés sur leur sort. Après les élections, il n'y aura plus de discussion du genre, « Boua k'a bla » ou « Boua t'a bla ».

Dans tout Etat de droit et démocratique, un président n'est que le résultat de la volonté du peuple et il est nécessaire d'organiser les élections. En termes de sécurité, le pays subit tous les jours des attaques terroristes. Les Maliens doivent savoir que nous devons nous unir autour de l'idéal qui est notre pays, le Mali. C'est en organisant l'élection présiden-

tielle et une fois le président élu, que l'on pourrait faire face aux problèmes du pays.

L'organisation de la présidentielle de 2018 est le souhait de tout malien soucieux de l'avenir du pays. Le président issu de cette élection ne ménagera aucun effort pour le développement harmonieux du pays. Beaucoup de Maliens veulent qu'on change le président. D'autres Maliens souhaitent qu'il continue avec un second mandat.

Le pays a tendance à perdre ses valeurs, ses modes de vie authentiques, ses éthiques, tout ce qui nous a caractérisés est en train de disparaître au profit de comportements individuels et égoïstes.

● BOLY KÉITA
Stagiaire

Je ne suis pas d'accord !

« La tenue de l'élection présidentielle du 29 Juillet 2018 ».

La plupart des Maliens ne sont pas d'accord avec la tenue de l'élection présidentielle parce que déjà, il y a des problèmes de distribution des cartes d'électeurs. Le retrait timide de celles-ci, comme si la population elle-même ne veut pas que l'élection se tienne.

L'insécurité est grandissante un peu partout dans le pays. A cela s'ajoutent la situation du Nord et des

attentats à répétition envers des militaires sensés protéger la population... Pour toutes ces raisons, je ne suis pas d'accord avec la tenue de l'élection. Sécuriser la population est plus importante que l'élection. Si le pays est sécurisé, alors nous pouvons aller vers l'élection. Le choix d'un nouveau président est une fête électorale, nous ne devrions pas aller voter sous des balles ou des bombes.

● MALLY DIAWARA
Stagiaire

SECTEUR PUBLIC / PRIVE

Les commerçants exposent leurs soucis

La Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM) a tenu dans ses locaux mardi dernier sa 2e série d'échanges entre les opérateurs économiques et les administrateurs. Le thème a porté sur " le système déclaratif et le mode de perception des taxes". L'objectif est de créer un espace d'échanges entre le secteur privé et les services techniques de l'administration en mettant face à face les deux parties sur les questions qui préoccupent les opérateurs économiques.

« La CCIM à travers cette rencontre a voulu susciter un véritable dialogue direct entre nous opérateurs économiques et les cadres de l'administration fiscale autour des questions qui nous préoccupent. Des réponses appropriées aideraient à instaurer un climat de confiance et de partenariat fécond, cela pour le grand bonheur du budget d'Etat et dont nous, opérateurs économiques, sommes les principaux contributeurs », souligne Mamadou Baba Sylla, vice président de la CCIM.

Around de cette série d'échanges qui se déroulera pendant un bout de temps, les organisateurs veulent apaiser tout d'abord les tensions qui règnent entre les deux parties. Mais

aussi leurs permettre de comprendre le fonctionnement des différentes administrations.

Ainsi pour cet échange deux inspecteurs d'impôts ont discuté avec les commerçants sur le déroulement de la fiscalité et présenté le régime et lois des impôts régis par l'Etat.

Selon Abdoulaye Touré, inspecteur en Commune III, « le système déclaratif des impôts comprend deux régimes d'imposition qui sont entre autres, le régime bénéficiaire réel dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions et le régime d'impôt synthétique dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions d'où le taux de pourcentage s'élève à 3 % sur le bénéfice du commerçant. »

Après discussions, les commerçants ont montré leurs préoccupations par rapport au régime synthétique car, pour eux, le taux de pourcentage de 3% est un peu en hausse et ils souhaitent que le président de la CCIM intervienne auprès des autorités afin qu'elles puissent ramener le taux de pourcentage à 1%.

Aux termes de la rencontre, les autorités affirment et rassurent les commerçants qu'il y aura une amélioration dans les jours à venir pour qu'ils puissent mener à bien leurs opérations. D'autres rencontres suivront à la demande des opérateurs ou sur initiatives de la chambre afin d'informer et de former les ressortissants sur les différentes thématiques leur permettant de promouvoir leurs affaires dans le respect des lois et règlements de notre pays.

Il y a une dizaine de jours, s'est tenue la première série de rencontres qui avait porté sur "les procédures d'importation et d'exportation au Mali et les obstacles y afférents".

● AÏCHATOU KONARÉ

COUR CONSTITUTIONNELLE

La liste définitive dévoilée

Mme Manassa Danioko, présidente de la cour Constitutionnelle du Mali a dévoilé hier la liste définitive de l'arrêt N° 2018-02/CC-EP du 04 juillet 2018 portant liste définitive des candidats à l'élection du président de la République.



C'était en présence de la presse et les délégués des partis politiques venus en nombre.

Prenant la parole, la présidente de la Cour constitutionnelle du Mali a donné une explication détaillée

sur la proclamation provisoire. Elle s'est dit surpris du bruit que la liste provisoire a provoqué. Selon

elle, la liste qui a été révélée était provisoire, cela veut dire que la cour est ouverte. Elle dira que ce sont des erreurs qu'il faut éviter pour ne pas mettre la population dans des difficultés qui n'ont pas raison d'être. Cependant dit elle, la présente décision définitive de la cour n'est pas susceptible de recours. Il y a eu 24 candidats retenus sur 30 et 6 rejetés. Les 24 candidats sont

Ibrahim Boubacar Keita, Aliou Diallo, Choguel Kokalla Maïga, Harouna Sankaré, Housseini Amion Guindo, Mamadou Oumar Sidibé, Soumaïla Cissé, Dramane Dembélé, Moussa Sinko Coulibaly, Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit Modibo Diarra, Niankoro Yeah Samaké, Modibo Koné, Daba Diarra, Mamadou Diarra, Mohamed Ali Bathily, Mamadou Traoré, Modibo Sidibé, Hamadoun Touré, Modibo Kadjoké, Adama

Kané, Kalfa Sanogo, Madame Djénéba N'Diaye, Oumar Mariko, Mountaga Tall.

Les requêtes formulées au nom des candidats: Choguel Kokalla Maïga, Mamadou Traoré, Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit Modibo Diarra, Mountaga Tall et Hamadoun Touré ci-dessus exposées sont recevables en la forme pour avoir été déposées dans le délai prescrit par loi, qu'il y a lieu d'y faire droit et déclarer leurs candidatures valides, a dit Mme Danioko.

Ont siégé à cette proclamation: Mme Fatoumata Diallo, Mahamoudou Boiré, Seydou Nourou Kéita, Modibo Tounty Guindo, Zoumana Moussa Cissé, M'père Diarra, Baya Berthé, Bamassa Sissoko avec l'assistance Me Abdoulaye M'Bodge, Greffier en chef.

● IBRAHIMA NDIAYE

PRESIDENTIELLE DU 29 JUILLET 2018

Soumi dévoile l'équipe de sa campagne

L'équipe de campagne pour l'élection présidentielle du 29 juillet du candidat pour l'alternance et le changement avec à sa tête l'Union pour la République et la démocratie (URD) a été dévoilée mercredi au grand public et à la presse au QG de campagne à l'ACI 2000. Elle comprend 29 « fantassins » avec à leur tête Tiébilé Dramé non moins président du Parena.

A quelques jours de l'ouverture de la campagne présidentielle pour l'élection du président de la République le 29 juillet et 12 août, les états majors des partis politiques sont en passe de peaufiner leurs équipes de campagne. Celle du candidat de l'Urd et de la coalition des partis politiques et associations, Soumaïla Cissé a été dévoilée mercredi au cours d'une brève cérémonie qui a rassemblé les militants et sympathisants du candidat, la presse et les membres de l'équipe de campagne. Ils sont au total 29 « fantassins » composés d'hommes, de femmes, de jeunes dotés d'une expérience et d'une faculté intellectuelle avérées dans leurs domaines respectifs. L'équipe est érigée en cellules.

Aucun fils ou fille, neveu ou nièce, épouse ou autre proches parents de Soumaïla Cissé ne figurent au sein de l'équipe. Ainsi dans l'équipe, on retrouve des anciens ministres, de personnalités diplomatiques, du monde économique, associatif. Parmi les anciens ministres, on note la présence d'Oumar Hamadoun Touré,



Djibril Tangara.

Dans le bureau figurent Me Dembé Diallo, Me Hamidou Diabaté, Drissa Traoré ancien directeur de la Bcéo qui a élaboré selon M Tiébilé Dramé le programme de société du candidat Soumi.

M Dramé a saisi l'occasion pour dresser encore une fois le tableau sombre de l'exercice du

pouvoir par le régime IBK. Pour M Dramé, 300 personnes ont trouvé la mort pour ce seul mois de juin 2018, le mois le plus sombre de tout le quinquennat d'IBK. Au moment, le chef de l'Etat aura mercredi réalisé son 153e voyage hors du Mali. Pour le directeur de campagne, il s'agit pour les Maliens de remercier IBK au soir du 29 juillet. « Il y a un président et gouvernement qui ne s'occupent point des affaires du pays. Le régime ne voulait pas organiser ces élections, il ne s'était pas préparé, mais nous exigeons à ce qu'ils se tiennent », a déclaré M Dramé.

● DENIS KONÉ

ATTAQUE TERRORISTE COMMISE LE 1ER JUILLET A GAO

Barkhane condamne

Le 1er juillet 2018, vers 10H45 heure locale, une attaque terroriste a eu lieu dans le quartier d'Aljabandia de la ville de Gao. Tandis que des véhicules blindés de Barkhane l'encerclaient, un véhicule suicide a explosé au milieu de la population, tuant et blessant plusieurs civils et atteignant des soldats français qui patrouillaient à proximité de leurs véhicules.

La zone a été immédiatement sécurisée par la force Barkhane, appuyée par les FAMA qui patrouillaient également à proximité. Les militaires maliens, et des civils, ont assuré la prise en charge et l'évacuation des blessés civils vers l'hôpital de la ville. Spontanément, ils ont évacué deux de nos camarades vers la base française de Gao. La population sur place, dans un élan de solidarité à souligner, a également activement participé aux secours.

Le bilan fait état de 4 morts et 24 blessés dont des enfants au sein de la population de la ville de Gao et de 4 blessés sérieux parmi les soldats de Barkhane.

Le général Bruno Guibert, commandant la force Barkhane, s'est rendu dès le lendemain de l'attaque à l'hôpital de la ville de Gao pour signifier sa solidarité avec les victimes civiles. Les militaires français ont également donné à l'hôpital des produits médicaux pour aider à la prise en charge des blessés civils, et proposé aux autorités locales son soutien.

Le commandant de la force Barkhane condamne avec la plus grande fermeté cette attaque surnoise et lâche. Il assure de l'entière détermination des militaires français à lutter, aux côtés de leurs partenaires africains, contre les groupes armés terroristes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à appuyer les forces armées des pays partenaires dans leur action de lutte contre les groupes armés terroristes dans la BSS et favoriser une appropriation africaine de la gestion des crises.

● COMMANDANT ADRIEN LEPAN
Porte-parole de la force Barkhane

POLITIQUE

Le Mali, la Trajectoire, le destin

Partager sa réflexion sur un événement aussi grave, tragique, bouleversant, sur la vie d'une nation nécessite de s'appuyer sur certains repères pour la compréhension et le soutien à une argumentation fondée. La situation que traverse et vit la nation malienne ne peut et ne doit nous laisser indifférents.

Chacun de façon individuelle ou collective doit être en mesure d'apporter sa contribution à la solution. Cette somme d'initiatives en retour est capitale dans ce contexte de divergence, d'incompréhension, de mutation, de changement, de remise en cause de notre approche de la politique et enfin de notre engagement citoyen.

La nation souffrante exige de chaque citoyen de donner un peu de lui-même pour bâtir le nouvel édifice. Nous sommes interpellés par le fait que nous ne faisons pas assez, nos efforts ne sont pas à la hauteur des questions qui se posent à notre pays. Nous serons interpellés par l'histoire si nous refusons d'apporter notre contribution de façon sincère et honnête à la résolution de cette situation chaotique. Pour une contribution efficace acceptons l'autocritique pour l'aspiration à un avenir meilleur pour ce pays dont les populations n'aspirent qu'à l'espoir.

Le Mali est un pays en pleine mutation, sa trajectoire comme celle de chacun d'entre nous connaît une transformation notoire. Cette somme de réalités complexes demande non seulement de la patience mais aussi du temps pour la comprendre.

Nous devons aussi nous convaincre que notre attachement au bien est fonction de la connaissance que nous en avons, c'est-à-dire que le bien s'acquiert par l'usage de la raison. Les maliens face à cette crise sont donc condamnés à l'usage de la raison afin d'éviter d'être légers, étourdis au point de perdre la raison, la mesure et de tomber dans la violence gratuite. C'est l'usage de la raison qui nous procure la sagesse, la lumière qui dissipe toutes les ténèbres de l'esprit ou dans l'esprit.

Nous sommes attachés au Mali, notre bien à tous par le fait que nos ancêtres, nos parents nous ont transmis des valeurs qui font notre fierté. Cet héritage est une arme en notre possession pour nous aider à nous défendre. Nous disposons ainsi d'un trésor inépuisable, d'un patrimoine inestimable. Cette arme n'a jamais fait de victime sur le sol malien. Lorsque nous l'utiliserons, les esprits obscurs seront éclairés. Je parle de l'arme de la sagesse. Nous ne pouvons pas aimer, participer à l'unité, redéfinir les nouvelles orientations de notre pays, aider nos parents dans la souffrance sans une dose de lumière de notre esprit.

La situation actuelle exige un temps de compréhension pour donner une orientation à nos actions, pour savoir ce qui est essentiel dans cette mutation qui n'épargnera aucune nation au monde. Cette situation est multiforme. Nous avons donc besoin du temps pour pouvoir faire un bon diagnostic, du temps pour l'identification des causes de nos divergences, qui elles également sont multiformes.

Certains rétorqueront que temporalité ne rime pas avec la réalité, avec la précarité des populations déplacées et de celles qui vivent sous occupation. En ce qui me concerne, je n'ai pas la prétention de déterminer une connaissance sur une stratégie militaire pour laquelle je laisse volontiers aux spécialistes des questions militaires d'apporter leurs savoirs. Même dans ce domaine le temps demeure un élément précieux et capital. En plus il faut un temps pour la guerre et un temps pour la reconstruction. Disposons-nous des moyens pour faire face à deux temps ?

Le temps me semble alors un élément déterminant et central pour ce qui se passe au Mali. Je m'inscris donc dans cette approche dans l'espoir que la nou-

velle génération des jeunes maliens puisse s'inspirer de la culture de la raison, seule arme efficace pour faire face aux défis multiples qui attendent ce pays et son avenir.

La situation que nous traversons au Mali n'est pas conjoncturelle. Les maliens doivent avoir de la vigilance, de la compréhension, un esprit critique pour disposer non pas d'armes mais de l'intelligence pour faire face aux enjeux qui bouleversent le monde aujourd'hui. Ces enjeux sont d'ordre économique, idéologiques et toute erreur d'appréciation ou de stratégie commise peut impacter profondément le Mali dans son ensemble et nous fera perdre notre part dans la nouvelle reconfiguration du monde. Je ne suis pas convaincu que c'est par les armes que nous arriverons à intégrer ce nouvel espace. C'est par la raison que nous parviendrons à circonscrire les effets de ce chamboulement qui touchent à l'ordre républicain, territorial, économique.

La situation géopolitique du Mali nous montre une inconstance avec des enjeux divers et multiples qui nous amènent non pas à douter de l'existence des Etats-nations mais à nous poser la question de leur capacité à contenir cette inconstance politique, économique, culturelle, sociale, démographique, de civilisation, etc. Certaines nations du monde n'ont pas échappé à cette inconstance. Aujourd'hui la situation doit nous permettre de saisir ces inconstances, de ne pas nous dédouaner de nos responsabilités dans la situation actuelle comme certains le font systématiquement, d'assumer notre part de responsabilité et de disposer d'éléments permettant d'éclairer notre esprit.

Un rappel historique pour comprendre la situation du Mali d'aujourd'hui

Une approche historique avec des points d'analyse semble logique pour un travail qui se veut compréhensif et participatif sur la situation actuelle du Mali. Les inconstances qui fragilisent actuellement le Mali seront analysées sur l'angle historique, religieux, politique, social, économique.

En 2009 le Mali comptait 14 517 176 habitants où habitaient ensemble Bambaras, Bobos (ou Bwa), Bozos, Dogons, Khassonkés, Malinkés, Maures, Miniankas, Peulhs, Sénoufos, Soninkés(ou Sarakolés), Sonrhais, Touaregs, Toucouleurs, Arabes sur une superficie de 1 241 238 km², et 65 % de cette superficie est désertique ou semi désertique. Le Mali est un pays continental sans débouché sur la mer, faisant frontière avec la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Sénégal.

Les premières formes de vie urbaines vers 250 avant notre ère à Djenne Djénno, ville du Sud-Est dans le delta intérieur du Niger, au cœur du Mali atteste une organisation et une maîtrise de l'espace comme cadre pour toute vie humaine. A une époque aussi lointaine, il était possible de constater au Mali, les traces d'une organisation socio politique au sein de cinq empires ou royaumes: l'empire du Ghana, l'empire du Mali, l'empire Songhaï, le royaume bambara de Ségou, Empire peul du Macina. Ces formes d'organisation socio politiques mettent en lumière la capacité d'échange, d'écoute, de compréhension, de tolérance, de respect, de savoir être et de savoir faire d'un peuple et de sa civilisation.

En plus de ces formes d'organisation territoriale et administrative nous consta-

tons sur ce vaste territoire du Mali, un système de croyances originel qui est animiste, pratiqué différemment dans la plus part des sociétés à travers des cultes comme le Komo chez les Bambara, Kanaga chez les dogons, Nya chez les senoufos, Holé chez les Sonrhais entre autres. Dans ces différentes formes de croyance la séparation entre la religion et la tradition était difficilement perceptible. L'Animisme accompagne l'homme dans toutes les étapes de sa vie (naissance, circoncision, mariage et enterrement). Ces formes de croyances fondées sur l'animisme participent à la socialisation de l'individu.

L'histoire du Mali c'est aussi son contact avec l'Islam qui a été introduit au VIII siècle dans ce pays suite à des échanges commerciaux avec des marchands musulmans qui furent en contact constant avec la population et l'apport de l'implication des intellectuels musulmans. Ce contact conduit le premier roi du Mali Baramandama Keïta à se convertir à l'Islam vers 1050 (source historien arabe Ibn Khaldoun).

Aujourd'hui le Mali compte 90 % de musulmans, le reste des 10 % est reparti entre Animistes, Catholiques (20 novembre 1888 fondation de la première paroisse du Mali) et Protestants (1946 ouverture de l'Eglise protestante du Mali).

Sur la base des informations fournies dans certains documents, nous constatons l'importation des religions révélées dans la culture malienne et qu'aujourd'hui celles-ci font intégralement partie du quotidien de l'homme malien. Nous dirons que si ces religions révélées ont pu s'intégrer au Mali c'est par le fait qu'il existait un fond de croyance préalable et que l'homme malien était dans un état de prédisposition antérieur.

Face à la situation actuelle du Mali nous devons trouver la réponse à la question suivante : quel est le fond de croyance et l'état de prédisposition de l'homme malien face au choc des cultures que le monde traverse de nos jours ? La manière dont les maliens vont conjuguer leurs efforts pour faire face à la crise actuelle sera la réponse et ouvrira des perspectives et des trajectoires nouvelles pour le devenir du Mali.

Le Mali d'aujourd'hui est aussi héritier de son passé colonial. Le 1^{er} décembre 1886 fut construit au Mali la première « école des otages » à Kayes (des établissements scolaires créés par le colonisateur français au Sénégal et au Soudan français où sont recrutés de force les enfants de chefs et de notables afin de les surveiller et les former pour devenir des auxiliaires au pouvoir colonial).

En 1910, la medersa française, fondée par les autorités coloniales françaises fut ouverte à Tombouctou. Dans les années 1940- 1950, le Mali, à l'époque Soudan français a connu sur son sol l'ouverture des trois premières medersas modernes islamiques. La première fut ouverte à Kayes par Mr Al-hajj Mahmoud Bâ sous le nom de l'école coranique après que Monsieur Bâ ait poursuivi des études islamiques supérieures à la Mecque entre 1932 et 1940 où il obtint un diplôme en droit hadith. La seconde medersa fut fondée à Ségou par Mr Saada Oumar Touré en 1946, reconnue en 1948 sous le titre d'école coranique. La troisième medersa revint à quatre jeunes « Azharistes » de Bamako revenant de l'Université Al Azhar du Caire. Ils en furent la demande en 1946 mais l'ouverture s'effectuera en 1950.

Le contrat social, qui est un contrat d'action et de société doit permettre au Mali, la gestion de la cité, de l'espace

public. Dans le temps, des tentatives ont été amorcées dans cette direction avec quelques faiblesses par le fait du point du contrat de service. Cette volonté était perceptible cependant sur le terrain :

Notamment le 13 février 1946 par la création du Parti de la Solidarité et du Progrès par Fily Dabo Sissoko et le 22 octobre 1946 par la création de l'US RDA (Union Soudanaise Rassemblement Démocratique Africain).

Le 12 avril 1953 lors des premières élections municipales organisées à Bamako l'USRDA obtint 61,73 % des suffrages contre 32,49 % au PSP. En 1955 Bamako est érigée en commune de plein exercice.

Le 18 novembre 1956 nouvelle élection à Bamako : l'USRDA obtint 32 sièges contre 5 sièges pour le PSP.

Le 26 novembre 1956 Modibo Keïta est élu Maire de Bamako et député à l'Assemblée nationale française dont il devient vice président. Il siégera deux fois comme secrétaire d'Etat dans les gouvernements français de la quatrième république

Le 4 avril 1959, le Sénégal et le Soudan se regroupent pour former la fédération du Mali. Deux mois plus tard le Sénégal se retire de la fédération et proclame son indépendance et le 22 septembre 1960 ce fut le tour du Soudan (actuel Mali) dont Modibo Keïta prend la présidence.

En 1968 les militaires, par suite d'un coup d'état, renversent le président Keïta et dissolvent le parti USRDA.

La crise malienne soulève donc la problématique de la remise en questions des institutions qui sont dans une logique de reproduction structurelle par ceux qui les gèrent. Celles-ci ont du mal à résoudre les aspirations, à faire face aux enjeux, aux mutations :

Le 26 mars 1991 après 23 ans de dictature, un second coup d'Etat fait partir le régime en place. Ce changement de régime contrairement au précédent est intervenu pour aider à l'achèvement des mois de combat du peuple malien en quête de la démocratie et du multipartisme.

Après une période de transition, le Mali opte pour plus de démocratisation de ses institutions avec l'élection en 1992 du président de la République, M. Alpha Oumar Konaré, qui fut réélu en 1997 pour un second quinquennat.

En 1992, 48 partis ont été créés, 24 participent aux élections municipales et 22 au premier tour des élections législatives.

En 2009 le Mali comptait 120 partis politiques.

En 2002 de nouvelles élections présidentielles sont organisées où, parmi les prétendants, figure un candidat militaire qui démissionne pour se présenter à ces élections, le général Amadou Toumani Touré. Il gagne l'élection et est réélu en 2007 pour un second mandat de cinq ans.

A un mois des élections présidentielles de 2012 de jeunes militaires, dénonçant l'incapacité du gouvernement à gérer la crise du nord du pays, renversent le président par un coup d'Etat le jeudi 22 mars 2012.

A la suite de ce dernier coup d'Etat, l'occupation des trois régions : Gao, Kidal et Tombouctou, qui représentent les 2/3 de la superficie du pays est effectuée par des troupes armées venues de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

Le vendredi 6 Avril 2012 l'indépendance de l'Azawad est proclamée par le MNLA (mouvement national de libération de l'Azawad) et la présence de membres d'Ansar dine, d'Al Qaïda au Maghreb Islamique, de Boko Haram, du Mujao, plonge le Mali dans une crise sans précédent.

La question majeure de l'emploi des jeunes

Le nombre d'étudiants inscrits en 2004/2005 à l'université du Mali était de 31. 077 étudiants et en 2007/2008, le nombre est estimé à 55. 888 étudiants. De nos jours cet effectif a évolué à 80. 000

étudiants en 2011.

Ce second tableau historique montre un problème d'articulation entre le système éducatif malien et le marché du travail. Au Mali : 41 % des sortants du supérieur occupent un poste de cadre dans le secteur moderne avec : 25 % de chômeurs ou occupant des emplois ne correspondant pas à leur niveau de qualification. Le marché du travail malien est dominé par le secteur agricole qui emploie : 63 % de la population active en 2006. Le secteur formel qui emploie moins de : 5 %, est limité à l'administration publique et à quelques entreprises. Le reste de la population, environ : 32 %, travaille dans le secteur informel non agricole.

La compréhension de la situation actuelle du Mali passe par la compréhension de ce dysfonctionnement d'articulation entre système éducatif et le marché de l'emploi. Nous avons un nombre important de jeunes qui quittent ces deux structures de formations, à savoir l'enseignement de type colonial et celui de type islamique, qui ont du mal à disposer de repères pour une trajectoire du futur. La formation dans ces différentes structures répond à la satisfaction des besoins idéologiques plus qu'à toute autre considération. Le Mali est toujours resté dans ce vieux schéma qui consiste à former des jeunes pour la gestion des institutions.

Le fédéralisme : une réponse inadaptée à la crise des institutions ?

La crise institutionnelle au Mali doit rejoindre les questions de justice sociale, d'équité et de transparence. Les institutions ont longtemps été au service des seuls gestionnaires qui se voient légitimes et possesseurs de celles-ci. Nous devons accepter de changer de stratégies de gestion des affaires publiques. Les institutions ne doivent plus être dans une logique de gestion mais de service aux populations. Les institutions au Mali seront fortes lorsque la dynamique de base permet de mettre les gestionnaires dans une logique de remplir un contrat social. Les gestionnaires se plaisent dans leur logique de contrat de service. Une des pistes de la résolution de la crise malienne passera par la mise en place d'un mouvement dynamique de remplacement du contrat de service par un contrat social qui aura le mérite de répondre aux attentes des populations.

Le troisième tableau historique que nous soulignons doit pousser les maliens à se pencher sur la question du fédéralisme qui est avancée depuis un certain temps. L'idée n'est pas absurde compte tenu des enjeux et de la nouvelle configuration du monde. Elle n'est pas absurde en ce sens que nous sommes en droit de nous interroger sur l'existence des Etats nations. En l'état actuel, quels sont les moyens dont disposent nos Etats africains pour faire face aux enjeux en termes d'emploi des jeunes, de chômage, de perspectives d'avenir, de compétitivité de nos entreprises, de manque d'infrastructures sanitaires ? Faut-il aller vers un Fédéralisme africain ? Pourquoi pas pour une convergence des forces africaines au service des institutions pour le mieux-être du continent ? Le fédéralisme d'Etat a montré ses limites en Afrique occidentale. Face au traitement réservé à la situation malienne dans les institutions sous-régionales, l'instabilité et la fragilité de certains pays qui entourent le Mali, l'option d'une fédération au Mali, si elle est souhaitable, ne semble pas réaliste. Le Mali dispose d'un héritage démocratique riche qui a été mal exploité et géré. Nous ne sommes pas dans une situation de manque d'espace d'expression. La violence comme mode d'expression populaire n'est pas et ne peut pas être une option dans la culture malienne en général car nous avons coutume d'entendre : « *jé ka fo ye damu yé* », « la paix est dans le dialogue ».

octobre 2012

● **MOÏSE DIAWARA** Doctorant en sociologie Université Lumière Lyon2 diawaramoise@gmail.com

SYRIE

Choisir entre capitulation ou reprise des combats

Les rebelles du sud de la Syrie sont confrontés mercredi à un ultimatum des négociateurs russes, avec pour seul choix une capitulation et un retour du régime dans cette région stratégique ou une reprise de l'offensive meurtrière des troupes de Damas.

Soutenues par l'allié russe, les forces du régime ont lancé le 19 juin une offensive pour reprendre les territoires insurgés du sud syrien qui bordent la frontière avec la Jordanie et le plateau du Golan en partie occupé par Israël.

Adoptant une stratégie alliant bombardements meurtriers et négociations parrainées par Moscou, le pouvoir de Bachar al-Assad a déjà reconquis une trentaine de localités rebelles dans la province de Deraa, notamment après des accords de «réconciliation» qui s'apparentent à des capitulations pour les groupes insurgés concernés.

Mais le sort d'autres secteurs rebelles dans le sud reste incertain. Les insurgés doivent se réunir mercredi avec les négociateurs



Un rebelle syrien près de la ligne de front avec le régime, le 3 juillet 2018 près de la ville de Deraa, dans le sud du pays.

russes, qui font planer la menace de nouveaux combats s'ils n'acceptent pas le retour du régime.

«La délégation rebelle examine à l'heure actuelle la position russe

avec les notables et les forces en présence à Deraa avant son retour à la table des négociations», a indiqué Ibrahim al-Jabbawi, porte-parole d'une cellule d'opération qui

rassemble les factions.

La proposition russe porte notamment sur l'abandon par les rebelles de leurs artilleries lourde et moyenne, «le retour de l'armée dans ses casernes» et des institutions gouvernementales dans la région, ainsi que le déploiement de la police du régime.

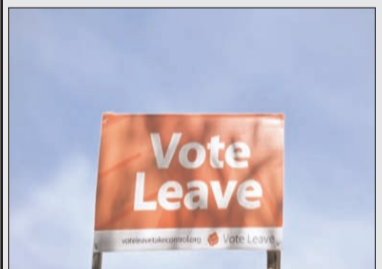
Elle ne prévoit aucun transfert de combattants ou de civils vers d'autres régions insurgées en Syrie, comme ce fut le cas lors de la reprise d'autres bastions rebelles.

«Nous espérons aboutir à un accord qui mettrait fin aux combats et permettrait le retour des déplacés», a souligné M. Jabbawi, alors que les violences ont poussé à la fuite des dizaines de milliers de personnes.

Une source de l'opposition proche des pourparlers a indiqué que la réunion était prévue à 16H00 (13H00 GMT). Mardi, déjà, des discussions marathon avaient duré des heures, et la Russie avait rejeté des demandes des rebelles.

● (AFP)

GB
La campagne officielle pro-Brexit se défend d'avoir triché



La campagne pro-Brexit "Vote Leave" est accusée d'avoir manipuler ses comptes de campagne.

La campagne officielle pour le vote en faveur du Brexit, Vote Leave, s'est défendue mercredi de toute malversation, devançant la publication attendue d'un rapport de la commission électorale britannique qui doit mettre en avant des manquements.

Selon Matthew Elliott, le directeur de cette campagne qui comptait aussi dans ses rangs les actuels ministres conservateurs des Affaires étrangères, Boris Johnson, et de l'Environnement, Michael Gove, le document que s'approprie à publier la Commission électorale fait état d'une manipulation des comptes de campagne. «Leur conclusion initiale est que nous avons dépassé le plafond autorisé des dépenses, que nous avons fait une donation à un autre groupe pendant la campagne, ce que nous n'aurions pas dû faire», a déclaré M. Elliott sur Sky News.

Au cœur du rapport figure une donation de plus de 600.000 livres par Vote Leave à un groupe de jeunes pro-Brexit, appelé BeLeave. Cette somme aurait en fait été utilisée au bénéfice de Vote Leave, notamment pour payer les services d'une plateforme de données afin de réaliser des publicités ciblées en direction des électeurs. Si ce montant avait été enregistré dans la campagne Vote Leave, elle aurait dépassé le montant autorisé de dépenses fixé à 7 millions de livres.

● (AFP)

CISJORDANIE

Affrontements dans un village bédouin

Des affrontements entre les forces de l'ordre israéliennes et des manifestants ont eu lieu mercredi dans un village bédouin de Cisjordanie occupée dont Israël a annoncé la destruction imminente, a constaté.

L'armée israélienne a présenté mardi un ordre d'expulsion aux habitants de Khan al-Ahmar, leur annonçant la saisie des routes d'accès à ce village qui compte 173 habitants et une école, selon B'Tselem, une ONG israélienne opposée à l'occupation des territoires palestiniens.

Des équipements lourds, dont un bulldozer, ont été déployés mercredi autour de la localité, ce qui a entraîné des jets de pierres de la part de manifestants puis des affrontements avec les forces de l'ordre israéliennes.

«Les préparatifs de la destruction du site ont été mis en place ce



Des forces de l'ordre israéliennes face à des manifestants devant un bulldozer, le 4 juillet 2018 dans le village bédouin de Khan al-Ahmar en Cisjordanie occupée.

matin et plusieurs personnes ont été arrêtées alors qu'elles protestaient pacifiquement en bloquant un bulldozer», a affirmé Amit Gilutz, porte-parole de B'Tselem, dans un communiqué.

Plus de 30 personnes ont été blessées, dont quatre ont été hos-

pitalisées, selon le Croissant-Rouge palestinien.

Khan al-Ahmar est situé à l'est de Jérusalem, sur la route menant à la mer Morte, près de plusieurs colonies israéliennes.

Selon les autorités israéliennes, ce village a été construit illégalement et la Cour suprême a rejeté en mai un appel des habitants contre la démolition.

Les habitants et les militants de B'Tselem soulignent de leur côté que l'obtention de permis de construire par des Palestiniens de la part des autorités israéliennes est pratiquement impossible dans ce secteur de Cisjordanie occupée.

● (AFP)

AFGHANISTAN

Troubles dans le nord après l'arrestation d'un chef de guerre

Au moins une personne a été tuée et neuf autres blessées mercredi dans le nord-ouest de l'Afghanistan où la foule protestait contre l'arrestation d'un puissant chef de guerre proche du général Abdul Rashid Dostum, en exil depuis un an.

Nizamuddin Qaisari, commandant de la police locale, également à la tête d'une milice de plusieurs milliers d'hommes, a été arrêté lundi par l'armée afghane et transféré à Kaboul pour insultes et menaces de mort envers les autorités.

Selon un photographe, plusieurs milliers de personnes sont descendues pour le deuxième jour dans les rues de Maimana, capitale de la province de Faryab, pour



Manifestation à Maimana, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, contre l'arrestation d'un puissant chef de guerre, le 4 juillet 2018

dénoncer cette arrestation qui constitue un nouveau bras de fer entre un potentat local et le gouvernement de Kaboul. Des

témoins joints ont affirmé que les forces de l'ordre ont tiré sur la foule.

Le responsable de l'hôpital local, le Dr Qasim Parsa, joint, a dénombré un mort et neuf blessés. «Nous manifestons paisiblement et ils nous tirent dessus, nous réclamons le retour du général Dostum et la libération de Qaisari» a expliqué un manifestant, Atta Mohammad Faizi. Après les tirs, des habitants furieux ont incendié les bâtiments du gouverneur et plusieurs voitures, a rapporté un

reporter local

● (AFP)

Deux personnes hospitalisées, une substance inconnue, mais que s'est-il passé à Amesbury?

Mais que se passe-t-il à Amesbury? Les habitants de ce coin tranquille du sud de l'Angleterre s'inquiétaient mercredi après qu'un couple a été hospitalisé dans un état critique, exposé à une «substance inconnue» quatre mois après l'affaire Skripal.

Ont-ils fait une overdose, ont-ils été empoisonnés? «On voudrait juste savoir ce qui se passe», témoigne une femme qui ne souhaite pas donner son nom.

Elle jette un oeil nerveux aux policiers qui montent la garde devant la maison où ont été retrouvés les victimes, une femme et un homme d'une quarantaine d'années, dans un quartier résidentiel récemment sorti de terre à Amesbury.

«On est un peu angoissé. Si quelque chose de grave s'est passé, comment peut-on savoir si on ne les a pas croisés dans la rue? On ne sait même pas qui ils sont», dit-elle, inquiète de possibles risques de contamination.

Les deux malades ont été trouvés inconscients par les secours à leur domicile de Muggleton Road. La police a d'abord évoqué un incident lié à l'héroïne ou au crack, mais elle a depuis précisé que des tests étaient menés pour déterminer la nature de la substance en cause.

Tout le monde a en tête l'incident de Salisbury, à une quinzaine de kilomètres de là, lorsque l'ex-espion russe Sergueï Skripal, 66 ans et sa fille Ioulia, 33 ans ont été retrouvés le 4 mars inconscients, empoisonnés à l'aide d'un agent innervant.

«C'est pas bon, n'est-ce pas?», commente Regina Lawes, 60 ans, la même chose s'est passée à Salisbury. Deux personnes ont été retrouvées inconscientes».

«Mes amis se demandent ce qui se passe. Certains prennent peur», explique la sexagénaire, en promenant son chien à proximité de l'église baptiste d'Amesbury, où se seraient rendus le couple samedi et qui est désormais fermée et entourée de cordons policiers.

Comme après l'empoisonnement des Skripal, plusieurs lieux fréquentés par les malades ont été fermés au public. Sam Hobson, 29 ans, qui se présente comme un ami du couple, qu'il a identifié comme Dawn Sturgess et Charlie Rowley, a affirmé qu'ils avaient passé la journée de vendredi à Salisbury et qu'ils s'étaient trouvés mal le lendemain. Ils «ont dû toucher quelque chose et avoir été contaminés», avance-t-il.

Selon lui, Dawn a été la première à se sentir mal, se plaignant de maux de tête le samedi matin, avant de s'effondrer avec «de la mousse sortant de la bouche».

● (AFP)

Pot-pourri

SIKASSO

Des sites touristiques méconnus par les Maliens

Le Kènédougou regorge d'importants sites touristiques qui, s'ils sont mis en valeur pourraient être une destination pour les élèves et étudiants fans des colonies de vacances.

Le Kenedougou abrite de nombreux sites touristiques qui s'ils sont valorisés permettra à la région d'être un pôle d'attraction et pourrait même être une destination pour les élèves et étudiants voir pour les touristes. La direction nationale du tourisme doit faire un travail de fond afin que ces sites puissent sortir des ténèbres.

Pour ce premier numéro, nous vous présentons quelques sites importants. Il s'agit : des « chutes de Farako », « le kolilaben » et le « Tunnel de Ouahibéra ».

Les « chutes de Farako » : Situées à 28 km de Sikasso, sur la route de Sikasso-Bobo. Farako en bamanan, signifie, rivière de pierre. En effet les eaux de cette rivière dans lit constitué de roches gréseuses. Les « chutes de Farako » se présentent en gradins d'escaliers dont les deux dernières marches sont les plus importantes. La dernière chute tombe d'une hauteur d'environ 2,5 m. Sur le lit gréseux, il y a eu formation de patines protectrices et de marmites de géant souvent profondes. La chute est surtout impressionnante en saison de pluies (mois d'Août).

« Le Kofilaben ou lieu de rencontre de deux rivières ». Il est situé à 18 km de Sikasso sur la route de Finkolo ou de Bobo-Dioulasso. Le mot Kofilaben signi-



fié confluent de deux rivières. Il s'agit en effet du confluent du Tchinko (rivière de sable) et de Farako (rivière de pierre). La rencontre des deux rivières a eu lieu sous une galerie forestière. C'est un lieu de sacrifices et fait encore l'objet de vénération. Il est formellement interdit de mélanger l'eau des deux rivières dans un même récipient. Mais en cas de sécheresse alarmante on peut exceptionnellement le faire pour provoquer la pluie. Mais lorsqu'il n'arrive pas à pleuvoir ou lorsque celui qui a fait le mélange des eaux est frappé par la pluie, meurt inéluctablement ou risque d'être atteint d'un coup de foudre.

Autre lieu touristique presque

méconnus par les maliens : le Tunnel de Ouahibéra ou Soïkpa. Il est situé à 8 km de la route RN7 et 20 km de Koboïla Abri sous terre, le tunnel de Ouahibéra est un village souterrain qui servait de lieu de refuge en temps de guerre. Ce tunnel part de Ouahibéra et aboutit à Kogni dans la commune rurale de Loubougoula avec une distance de 80 km. De nos jours, les excréments des chauves-souris y sont extraits comme engrais par les paysans. Autrefois ces excréments étaient utilisés pour fabriquer des poudres de fusils traditionnels et servaient de potasse pour les villageois. Ce tunnel contient trois entrées : Une entrée réservée aux pythons sacrés et

génies protecteurs du village ; Une autre réservée aux hommes. Une autre porte d'entrée se trouverait à Wéléni dans la commune de Koboïla. A l'intérieur se trouve un bois séculaire qui facilite l'entrée et la sortie du tunnel.

Il est formellement interdit de descendre dans le tunnel le jour du Kébé.

Les grottes de Missirikoro (Commune rurale de Missirikoro) : Ce rocher d'environ 80 m de hauteur et situé à 12 km de Sikasso (au sud - Ouest), joue un rôle important dans la vie des populations en tant que lieu de culte et de recueillement : - le bloc situé sur le flanc Est sert de lieu de culte aux animistes ; - le bloc situé sur le flanc sud-ouest est réservé aux musulmans (prière et recueillement des marabouts) ; - le bloc ou vestibule, situé en haut, servait de réfectoire et de refuge aux populations en cas de guerre.

La légende rapporte que les rois de Sikasso n'entreprenaient jamais d'expéditions guerrières sans consulter les génies des grottes.

En fait morphologiquement, on peut expliquer la formation de cette grotte par le travail de l'érosion différentielle qui a utilisé les fissures verticales du relief en taillant une poche, car l'eau en usant le relief, utilise les lignes de faiblesse de la roche en faisant apparaître les stalagmites et stalactites.

● YAYE ASTAN CISSÉ AVEC Bakaridjan

Partition

Elle s'appelle Terre

Je ne suis qu'un être humain, qui malgré sa force.

Un petit moustique crapuleux, fais que je me gifle.

Je ne suis qu'un être humain, qui tombe amoureux.

Une souvent plusieurs femmes à la fois, avec un « je t'aime ».

Je ne suis qu'un être humain, qui aime écouter le monde.

Faisant ma thèse sur les leçons apprises dans la sagesse.

Comme les femmes du village retirent dans le riz, les points noirs.

Je ne suis qu'un être humain, qui pleure et ri à la fois.

Avec les mêmes yeux et dents, aléas de la vie.

Je ne suis qu'un être humain, qui se cache contre le mal.

Tous ceux qui se sont dévoilés, ont été renvoyés ailleurs.

Je ne suis qu'un être humain, apte à combattre.

Combien de mes semblables ont souffert d'injustice.

Je ne suis qu'un être humain, avec l'esprit invisible.

Vous rencontre des récits, sur les lignes corrigibles.

Je ne suis qu'un être humain, qui se trompe.

Oui, j'ai droit aussi au pardon du bon Seigneur.

Je ne suis qu'un être humain, qui aime sa culture.

Rien n'est meilleur qu'un plat d'arachide de Niantasso.

Je ne suis qu'un être humain, les refrains des pompiers.

Nous devons tous être prudents, nous ne sommes pas des fers.

Je ne suis qu'un être humain, avec arme la patience.

Le jour où l'on plante un arbre, il ne donnera pas fruit.

Le jour ou l'enfant naitra, il ne sera pas un adulte.

Le jour ou l'oiseau pondra, ses œufs ne voleront nullement.

Je ne suis qu'un être humain, qui aime découvrir.

Pourquoi fermez vos frontières, je vous apporte mon savoir.

Je ne suis qu'un être humain, qui déchiffre sous le vent.

La paix et la guerre, le bien et le mal pourquoi moi ?

Je ne suis qu'un être humain, qui partage les signes.

Attention ! Les mauvais sorts pleuvent en Afrique.

Une chaussure renversée, un enfant disparue, un cola rouge.

Je ne suis qu'un être humain, richesse est dans l'entraide.

Le jour ou l'enfant noir le comprendra, il gouvernera le monde.

● CHECK OUMAR SOUMANO

En vedette

DAMY THERA, SCULPTEUR

“Personne ne m'a enseigné comment tailler la pierre”

Si on demandait aux maliens de donner le nom du plus doué d'entre eux à la sculpture, nombreux sont ceux qui hésitent à nommer : Damy Théra. Originaire de Hasso, village situé à 9 km du Tominian dans la région de Ségou, L'artiste plasticien a été pendant un bon moment le porte-drapeau de la sculpture malienne.

Né dans le pays bwa, mais c'est à Niono, précisément à Ouérékela, entre 1970 et 1974, que Damy Théra va surprendre tous ceux qui s'approchent de lui. C'est en cette période qu'il va s'illustrer dans le modelage des tracteurs avec la terre. C'est aussi en cette période qu'il sera régulièrement sollicité par ses enseignants pour faire les croquis au tableau et pour les embellissements des salles de classe. Après le DEF, il débarque à l'Ina, section art plastique. Quatre ans après, son diplôme en poche, il sera sollicité par l'école pour dispenser des cours de modelage et de dessin, avec la promesse d'une bourse pour l'extérieur. Mais, huit ans après qu'il ait commencé son enseignement, Damy Théra se rendra compte que la promesse ne sera jamais tenue.

« Avec le temps, je me suis dit que mon professeur savait ma valeur et estimait que j'avais pas besoin de cette bourse. Cela m'a énormément déçu et m'a poussé à me surpasser », a-t-il déclaré. Avant d'ajouter que sans apprendre la technique, il s'est mis à tailler la pierre. « Personne ne m'a enseigné comment tailler la pierre, moi j'attendais d'être en Europe par le biais de la bourse annoncée pour apprendre la technique et comme elle n'arrivait pas, je me suis jeté à l'eau », a-t-il indiqué. Sa première œuvre qui symbolise un homme qui trône aujourd'hui dans le jardin de Kéké à Hérémakono, a été taillée de 2006 à 2008, dans une pierre de 2 mètres de haut et qui pèse plus de 3 tonnes. Cette œuvre que l'artiste a vendue à un million a tellement absorbé son temps, a



créé une brouille entre lui et l'administration de l'INA. Mais, pendant cette brouille, l'artiste s'est souvenu qu'en 2005, il était passé à la maison des artisans de Bamako pour apprendre à tailler le bois et qu'au bout de quatre semaines, il a pu se passer des enseignements du maître artisan. Cet artiste qui a fait son premier autoportrait en classe de 8ème, ne pouvait pas s'accommoder en 1990 d'une affectation

à l'allure d'une sanction, à l'Institut des sciences humaines, à défaut du grand nord. Aujourd'hui, avec beaucoup de recul, l'artiste pense qu'il a été sanctionné par la direction de l'INA qui n'a pas apprécié son engagement à faire et livrer une colombe à la demande des femmes de l'UNFM. « L'administration à l'époque a estimé que mon attitude était incompatible avec les activités de l'INA », a-t-il déclaré. Mais, excédé, il n'a eu autre solution que de quitter la fonction publique en 1992. Selon l'artiste il sortira très meurtri d'une rencontre de collaboration avec un homme d'affaire malien. En 1994, il va livrer une œuvre à la BCEAO à Bamako. « Le couple dogon dans les jardins de la BCEAO, a été confectionné dans un bloc de 6 tonnes de pierre et je l'ai vendu à 8 millions de FCFA », a-t-il déclaré. L'artiste militant de l'environnement pense que pour sa protection, les sculpteurs doivent se rabattre sur les pierres. « Le bois, c'est notre devenir », a-t-il déclaré.

● A.K.

PROCES DU PUTSCH AU BURKINA

Le général Diendéré mis en cause

Le général Gilbert Diendéré, l'un des cerveaux présumés du coup d'État manqué de 2015 au Burkina Faso, a été mis en cause pour la première fois depuis l'ouverture du procès par un co-accusé.

Le général Diendéré «a instruit (donné l'instruction) de faire le coup d'État», a déclaré mardi à la barre l'adjudant Jean-Florent Nion, quatrième accusé à témoigner dans ce procès historique.

Le 16 septembre 2015, des soldats du régiment de sécurité présidentielle (RSP) avaient tenté en vain de renverser le gouvernement de transition mis en place après la chute du président Blaise Compaoré. Le RSP était l'ancienne garde prétorienne de M. Compaoré, chassé en octobre 2014 par la rue après 27 ans au pouvoir.

Le général Diendéré avait expliqué lors de l'instruction avoir «dû assumer le putsch perpétré



Le général Gilbert Diendéré arrive au procès de l'ancien président burkinabè Blaise Compaoré, le 27 avril 2017 à Ouagadougou.

par un groupe d'éléments» de l'ex-RSP, selon le parquet militaire.

Il est le principal accusé du procès avec le général Djibril Bassolé, ancien ministre des Affaires étran-

gères du régime Compaoré.

Le coup d'État manqué a fait 14 morts et 270 blessés.

«Le 16 septembre (2015), j'étais dans la salle de repos

lorsque j'ai été réveillé par l'adjudant chef Eloi Badiel et le sergent chef Koussoubé Roger qui m'ont informé que le général Diendéré a instruit de faire un coup d'État ce jour. Face à la gravité de l'information j'ai demandé à voir directement le général», a déclaré à la barre l'adjudant Nion, premier accusé à mettre directement en cause l'ancien chef d'état-major particulier du président Compaoré.

«Je me suis rendu au domicile du général Diendéré à qui j'ai exposé les faits. En retour, le général a demandé si ce n'était pas encore fait. Je me suis rendu compte qu'il était au courant et je suis reparti au palais» présidentiel.

Quelques heures plus tard, l'adjudant Nion embarquera dans un véhicule avec plusieurs militaires et ils feront irruption dans la salle du conseil des ministres, enjoignant le président du régime de transition, son premier ministre et deux autres membres du gouvernement de les suivre.

● (AFP)

GENOCIDE RWANDAIS

Perpétuité requise en appel contre deux ex-maires



Un croquis montre les anciens bourgmestres rwandais Tito Barahira et Octavien Ngenzi, le 2 mai 2018, à la cour d'appel de Paris

Le parquet général a requis mercredi en appel la réclusion criminelle à perpétuité à l'encontre de deux anciens bourgmestres rwandais, accusés d'avoir participé au génocide des Tutsi dans leur village de l'est du Rwanda en avril 1994.

Les avocats généraux ont désigné Octavien Ngenzi, 60 ans, et Tito Barahira, 67 ans, comme des «artisans de la mort», des rouages essentiels du génocide dans leur commune de Kabarondo. Une période de sûreté des deux tiers a été demandée pour Ngenzi, bourgmestre en exercice en 1994 et à ce titre «responsable de tous les morts de la commune».

Les deux hommes, condamnés à la prison à vie en 2016, ont nié jusqu'au bout toute participation au génocide. Les accusés, qui se sont succédé à la tête de la commune de 1976 à 94, ont écouté, impassibles, le lourd réquisitoire. Frédéric Bernardo et Aurélie Belliot ont décrit deux hommes ayant «accumulé des privilèges et du patrimoine» et qui sont «allés jusqu'au bout de la logique génocidaire» pour conserver des avantages politiques. Un Ngenzi qui a conservé sa «pleine autorité» et finit par «diriger» les tueurs, un Barahira toujours «craint», qui «harangue les tueurs» auxquels il se mêle volontiers.

● (AFP)

ZIMBABWE

L'armée promet d'être neutre lors des élections

L'armée zimbabwéenne a catégoriquement nié mercredi faire campagne pour le président Emmerson Mnangagwa et son parti au pouvoir, la Zanu-PF, en vue des élections générales du 30 juillet, ainsi que l'en accuse l'opposition.

«Les Forces de défense du Zimbabwe ne jouent aucun rôle direct dans les élections à venir», a déclaré le porte-parole de l'état-major, le colonel Overson Mugwisi, lors d'une rare conférence de presse. «Nous sommes surpris par de fausses informations qui affirment que les Forces de défense du Zimbabwe (ZDF) vont être utilisées par la Zanu-PF pour truquer les élections», a-t-il dit.

Plusieurs médias proches de l'opposition ont accusé l'armée d'avoir déployé ses soldats dans certaines régions rurales du pays



Le président Emmerson Mnangagwa inspecte une garde d'honneur pour le jour de l'indépendance du Zimbabwe le 18 avril 2018 à Harare.

pour faire pression sur les électeurs. Les élections présidentielle et législatives du 30 juillet sont les premières depuis la démission forcée, en novembre, de Robert Mugabe, qui a régné pendant trente-sept ans sur le pays.

Aujourd'hui vice-président, l'ancien patron des ZDF,

Constantino Chiwenga, est à l'origine du coup de force militaire qui a précipité la chute du «camarade Bob», pour contrer les ambitions politiques de plus en plus évidentes de son épouse Grace. Successeur de M. Mugabe et candidat à la présidentielle de la fin du mois, M. Mnangagwa est réputé proche des militaires. «Notre rôle pour les élections est essentiellement d'aider la police à maintenir la loi et l'ordre avant, pendant et après des élections paisibles», a insisté mercredi le colonel Mugwisi. «La conduite des Forces de défense du Zimbabwe après les élections sera guidée par la seule Constitution», a-t-il ajouté.

● (AFP)

GUINEE EQUATORIALE

Un opposant meurt des suites de tortures, selon son parti

Un opposant au régime du président Teodoro Obiang Nguema emprisonné pour «sédition» est mort lundi «des suites de tortures» à la prison d'Evinayong, dans le centre de la Guinée équatoriale, a affirmé son parti, Citoyens pour l'innovation (CI).

«Le prisonnier politique de CI, Juan Obama Edu, est mort des suites de tortures dont il a été objet de la part du commissaire (de police) d'Aconibe», ville du sud-est de la partie continentale de la Guinée équatoriale, a affirmé CI dans un communiqué reçu mardi soir.

Les autorités militaires et le directeur de la prison d'Evinayong ont refusé que le prisonnier reçoive



Le président de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 21 septembre 2017.

des soins, selon ce parti d'opposition, interdit et dissout en février.

Avec une trentaine d'autres

opposants, M. Obama Edu avait été condamné le même mois à plus de 30 ans de prison pour «sédition, désordre public, blessures graves et atteinte à l'autorité», à la suite d'incidents lors d'une manifestation à Aconibe, en novembre 2017.

CI avait affirmé qu'un autre de ses militants, Santiago Ebee Ela, était lui aussi mort des suites de tortures au commissariat central de Malabo, la capitale équato-guinéenne située sur une île au large du Cameroun.

● (AFP)

L'affaire Bemba rebondit devant la CPI

La polémique provoquée par l'acquiescement de l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba par la Cour pénale internationale a rebondi mercredi devant la CPI, l'accusation affirmant que le jugement surprise prononcé en appel était fondé sur des éléments biaisés.

Ancien riche homme d'affaires devenu chef de guerre puis vice-président, Jean-Pierre Bemba avait été condamné en première instance en 2016 à 18 ans de prison, la peine la plus lourde jamais imposée par la CPI, pour les meurtres, viols et pillages commis en Centrafrique par sa milice entre octobre 2002 et mars 2003.

Mais le mois dernier, un jury d'appel divisé a ordonné sa mise en liberté, l'acquittant à la surprise générale de sa condamnation de 2016.

Le cas Bemba est toutefois revenu mercredi devant la cour de La Haye où l'ex vice-président de RDC est accusé de subornation de témoins dans le cadre de son principal procès.

La CPI doit statuer mercredi dans cette affaire annexe.

«Vous ne pouvez pas sous-estimer le degré de corrosion du dossier avant la cour d'appel», a lancé le procureur Kweku Vanderpuye devant le tribunal international.

«Au bout du compte, l'appel a atteint l'objectif même du projet criminel auquel les accusés ont participé, et qui était l'acquiescement de Bemba».

L'audience de mercredi avait été convoquée après que la cour d'appel dans le cas de subornation de témoins eut ordonné aux juges de revoir la peine imposée à l'ancien vice-président et chef de milice âgé de 55 ans et à deux autres co-accusés.

La cour d'appel avait confirmé en mars qu'ils étaient coupables de corruption et subornation de 14 témoins dans le dossier principal. Mais elle avait jugé que les condamnations prononcées en mars 2017 dans cette affaire annexe, allant de six mois à deux ans et demi de prison, étaient trop légères. Jean-Pierre Bemba avait notamment été condamné à un an de prison et 300.000 euros d'amende. Le procureur Vanderpuye a réclamé un maximum de cinq ans pour Jean-Pierre Bemba, deux de ses avocats, un député de son parti et un témoin de la défense, accusés d'avoir fabriqué ou présenté à la CPI des faux documents et versé de l'argent à des témoins afin d'obtenir l'acquiescement de M. Bemba dans son procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. «Tout autre chose que cela est à notre avis manifestement indéfendable. Cela ne ferait que promouvoir l'impunité plutôt que lutter contre elle», a-t-il assuré.

● (AFP)

ÉMISSIONS DE MÉTHANE

Le Canada en tête de peloton de la lutte

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, les autorités réglementaires prêtent surtout attention au dioxyde de carbone. Or, même si le CO₂ à longue durée de vie est un des principaux facteurs contribuant à la hausse de la température, il n'est pas le seul coupable. D'autres substances extrêmement polluantes plus fugaces réchauffent également la planète comme le méthane un élément gazeux où la réglementation est des plus urgentes.

Selon le Panel intergouvernemental sur les changements climatiques, le méthane est 86^e fois plus puissant que le CO₂ en tant que gaz qui emmagasine la chaleur sur une période de 20 ans et qui est responsable d'environ un cinquième du réchauffement causé par les humains. Si la communauté internationale veut avoir sa chance d'atteindre ses cibles établies par l'accord de Paris sur le climat et de maintenir le réchauffement planétaire bien en deçà du 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels, la réduction des émissions de méthane doit devenir une grande priorité. Or, pour le moment, elle n'est pas d'envergure mondiale, car seul un groupe restreint de pays - dont le Canada a récemment pris la tête - se sont engagés à réduire les émissions de méthane.

Un rapport récent de l'Académie nationale des sciences (NAS) aux États-Unis a désigné le méthane de problème « intrigant » de politique publique, car il n'y a pas de cause dominante de ses émissions. Les pointes récentes des émissions ont été attribuées à plusieurs sources, dont les incendies de forêt et la fermentation de l'eau

des rizières.

Il n'est pas facile de mesurer le méthane, même en utilisant les caméras infrarouges d'aujourd'hui. Selon le rapport du NAS, même les États-Unis ne disposent pas des outils efficaces de mesure, de contrôle et de bilan des émissions de méthane. Mais des instruments de mesure améliorés pour la détection des sources de méthane sont à l'horizon et donnent déjà des résultats prometteurs dans le cadre d'essais effectués en Californie sur des avions volant à basse altitude, avec le but ultime de les perfectionner pour une utilisation sur des satellites.

Malgré le perfectionnement de nos instruments de détection des émanations de méthane, nous devons poursuivre des initiatives ambitieuses de réduction des émissions de méthane. Si le reste du monde imitait les chefs de file qui innovent dans la lutte aux émissions de méthane comme le Canada et la Californie, des réductions rapides et impressionnantes seraient possibles.

Trois secteurs doivent recevoir une attention réglementaire urgente, à commencer par le secteur pétrolier et gazier. Selon

l'Agence internationale de l'énergie, l'amélioration des techniques de séquestration de méthane dans la chaîne de valeur pétrolière et gazière serait économique et efficace, car environ la moitié des 76 millions de tonnes des émissions annuelles de méthane du secteur proviennent de fuites facilement récupérables. Et, puisque le méthane est en fait un produit commercialisable, sa captation peut être réalisée à coût net nul.

Il faut en second lieu établir des limites plus contraignantes des émissions de méthane en agriculture et particulièrement dans l'élevage de bétail. Ici, aussi, la gestion améliorée est justifiée par des raisons économiques. Par exemple, l'exigence de l'utilisation de dispositifs de capture du méthane comme les digesteurs anaérobies aiderait les éleveurs à récupérer le méthane émis par les étables et les porcheries, procurant une source renouvelable de génération d'énergie susceptible de remplacer les combustibles fossiles utilisés dans le matériel de production électrique.

Finalement, tous les paliers des autorités gouvernementales devraient exiger la capture et l'uti-

lisation du méthane émis par les décharges publiques et les usines de traitement des eaux usées. Grâce aux nouvelles méthodes de mesure de méthane, les pays, les villes et les entreprises pourraient s'attaquer aux sources de méthane facilement récupérables, préparant le terrain pour la captation des sources plus difficiles à réduire dans les années à venir.

Et pourtant, même si des solutions viables existent, bon nombre de pays continuent de négliger les occasions les plus accessibles de réduction de méthane. Deux années après l'engagement des États-Unis, du Mexique et du Canada qui promettait une intervention collective visant à réduire les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier, les progrès se sont mis à stagner. Aux États-Unis, l'administration Trump a exempté les sociétés d'énergie de l'obligation de séquestrer le méthane émis pendant les forages, tandis que le Mexique ne s'est engagé que dans des engagements non contraignants.

Heureusement, le Canada se dirige dans le sens opposé. Les autorités réglementaires canadiennes viennent d'édicter les nouvelles règles visant la réduction de 45 % des émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier pour les sept prochaines années. Ces règlements consolident la position du Canada comme chef de file mondial des initiatives de réduction des émissions de méthane.

Ces règlements mettent également de l'avant les intérêts nationaux du Canada. Les projections pour l'Arctique indiquent

un réchauffement de la région du double de la moyenne mondiale et une perte à un rythme vertigineux de l'effet albédo de la banquise. Sans la réflexion vers l'espace sidéral du rayonnement solaire par le bouclier de glace, le réchauffement s'accélère, le pergélisol fond et les réserves de méthane et de CO₂ sont renvoyées dans l'atmosphère. Non seulement ce cycle fait grimper la température du globe, mais il menace la survie des communautés nordiques du Canada.

Le Canada a peut-être une motivation additionnelle pour mettre en œuvre de nouvelles réglementations relatives aux émissions de méthane. Mais ces règles reviennent à une occasion d'aider des pays et des villes du monde entier à se réengager dans des stratégies de réduction d'émissions de méthane. Lorsque le Canada accueillera le sommet du G7 en juin, ses dirigeants auront l'occasion de faire progresser cette cause ; ils doivent la saisir. Pour que le monde puisse respecter les cibles de température de l'accord de Paris et freiner le rythme du réchauffement, il faut mesurer et bien gérer tous les gaz responsables d'une température planétaire plus élevée et pas uniquement le CO₂.

● **SCOTT VAUGHAN** est président directeur général de l'Institut international pour le développement durable et un ancien sous-ministre canadien de l'Environnement et du Développement durable.

● **DURWOOD ZELKE** est fondateur et président de l'Institut pour la gouvernance et le développement durable.

SECURITE

Armes de destruction masculine

En tant que défenseure de l'abolition des armes nucléaires, je ne peux me permettre l'euphémisme. On estime à 15 000 le nombre de têtes nucléaires disséminées dans le monde, et les éliminer suppose qu'on tienne au pouvoir le langage de la vérité une vérité souvent blessante. Permettez-moi donc, dans cet esprit, d'être sans équivoque : les dirigeants d'aujourd'hui sont trop instables sur le plan émotionnel pour qu'on leur confie l'arsenal nucléaire mondial.

Comme je l'ai dit au comité Nobel l'année dernière en acceptant le prix Nobel de la Paix au nom de mon organisation, la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), ces armes sont « comme le pistolet d'un fou qu'il tiendrait constamment pressé sur notre tempe ». Et des hommes fous ont effectivement le doigt sur la gâchette.

Pour des raisons que je ne peux entrevoir, les armes nucléaires sont devenues des symboles du pouvoir masculin. Ces derniers mois, le dictateur nord-coréen Kim Jong-un et le président des États-Unis Donald Trump se sont publiquement vantés de la « taille » de leur bouton et de la fiabilité de leur arsenal. Pour ne pas être en reste, le président russe Vladimir Poutine a affirmé, lors de son discours annuel au parlement de son pays, que la Russie disposait

actuellement des armes nucléaires les plus puissantes au monde. À l'appui de ses vantardises, des animations sur écran géant laissaient imaginer à quel point ses missiles pourraient être invincibles.

Si elle pouvait se cantonner aux réseaux sociaux, la rhétorique guerrière serait moins inquiétante. Mais ces trois dirigeants semblent prêts à prendre des décisions brusques qui toucheraient des personnes de chair et d'os. Ainsi Trump aurait-il lancé une guerre commerciale dévastatrice au prétexte qu'il ne se sentait « pas lié » (unglued) et parce qu'une réunion avec les patrons de l'acier l'avait convaincu que c'était une bonne idée d'augmenter les droits de douane. Que ce serait-il passé si cette réunion s'était tenue avec des faucons pressés de lancer une frappe nucléaire préventive sur la Corée du Nord ou de provoquer

un conflit avec l'Iran ? Depuis l'accession de John Bolton au poste de conseiller national à la sécurité, ces scénarios ne sont plus aussi farfelus qu'ils le paraissent : il y a seulement quelques semaines.

Je ne cherche pas à déclencher une guerre des genres : les armes nucléaires sont dangereuses quiconque les détienne. Je ne prétends pas non plus à insinuer que tous les hommes qui ont du pouvoir sont instables. L'histoire nous a donné des chefs d'État masculins avisés et visionnaires. Mais il reste que huit pays nucléaires sur neuf sont aujourd'hui dirigés par des hommes (la Grande-Bretagne constituant l'exception). Et à en juger par la conduite de trois d'entre eux, les armes nucléaires de cette planète sont entre des mains effroyablement impulsives.

Je suis tenté d'absoudre ces dirigeants de leur téméraire rhé-

torique en en rejetant la faute sur la biologie. Peut-être est-il simplement écrit dans leurs gènes qu'ils doivent se comporter comme des brutes et se déchaîner sans vergogne lorsqu'ils se sentent blessés ou menacés. Il est difficile d'aller contre sa propre nature, pourrais-je penser. Mais pardonner sur de telles bases à Kim, à Trump et à Poutine serait sexiste, et il ne s'agit pas ici d'une question de genre.

La question est plutôt celle de l'existence de ces armes elles-mêmes. Au cours de l'histoire, des dirigeants bien plus réfléchis ont amené le monde au bord de la catastrophe nucléaire, qu'ils eurent pour beaucoup la chance d'éviter. Je ne suis pas vraiment certaine qu'une telle prudence serait respectée ou pourrait l'être aujourd'hui.

Les armes nucléaires ne peuvent être laissées aux caprices et aux fantaisies de dictateurs ni de dirigeants autoritaires, ni de présidents démocratiquement élus - toute question de genre mise à part. Un conflit entre des États nucléaires déclencherait une destruction tellement incompréhensible que selon la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, une réponse humanitaire serait impossible.

Étant donnés les risques, comment agir ? Il n'y a qu'une seule réponse : se débarrasser totalement de ces armes.

Pendant plus de soixante-dix ans, les dirigeants des pays dotés de l'arme nucléaire se sont appuyés sur une combinaison instable de peur et de chance pour préserver leurs populations de la destruction totale. Mais la chance passe ; un jour viendra où un lancement accidentel ou volontaire déclencherait une contamination mondiale. Et si l'on tient compte des egos particulièrement fragiles qui dirigent actuellement les plus importants États nucléarisés (Les États-Unis et la Russie) et le plus imprévisible (la Corée du Nord), le scénario catastrophe n'est que trop dangereusement plausible.

Le monde tel que nous le connaissons pourrait disparaître avec un seul tweet lancé d'une rive à l'autre du Pacifique, du « gâcheux » à l'« homme-fusée ». Personne (homme ou femme) ne devrait avoir entre ses mains ce type de pouvoir. Il est temps que nous enlevions à qui que ce soit ces armes avant que les dirigeants les plus inconscients ne parviennent à nous tuer tous.

● **BEATRICE FIHN** est directrice de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN).

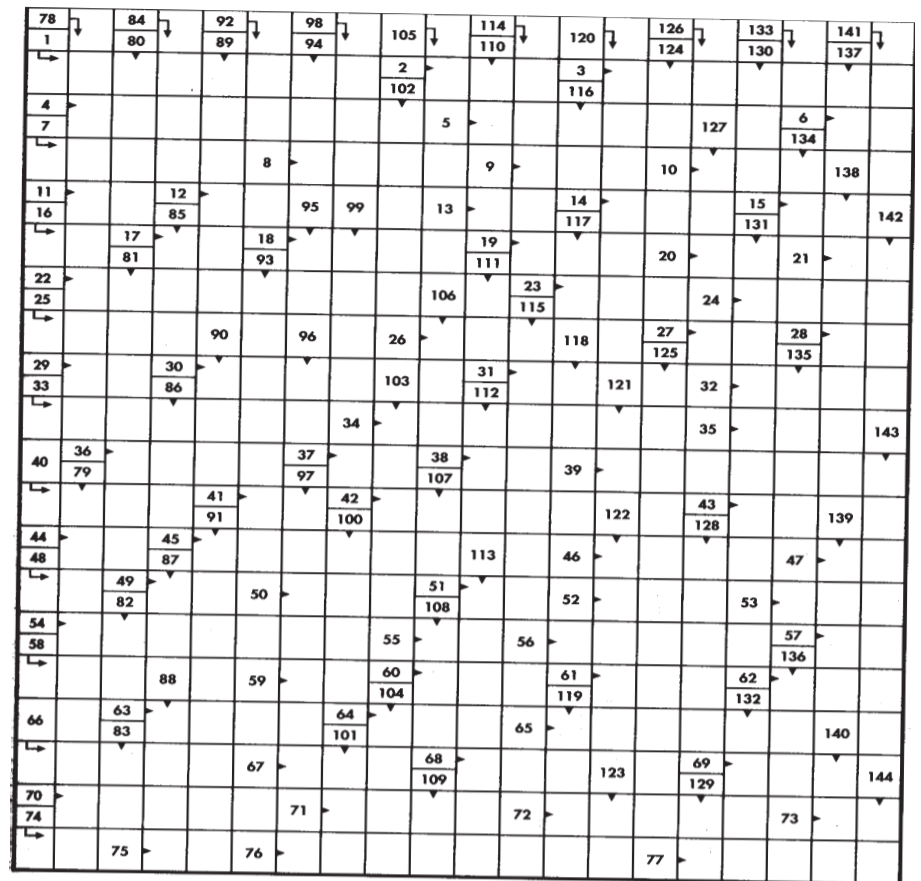
Jeux & détente

Cette page de détente vous est proposée par Harouna Traoré. Vos suggestions et critiques sont les bienvenues au 66.35.01.01 / reporter mali@yahoo.fr

Mots fléchés

Définitions :

- Grosse rixe.
- Moi.
- Mouvement de Luther.
- Succès.
- Forme la saillie de la hanche.
- Habitudes.
- Dialogue de Platon.
- Sur les épaules.
- Organisation.
- Saison.
- Symbole.
- Dieu solaire.
- Obligations.
- Supplice.
- Article.
- Société.
- Symbole.
- Palpe.
- Type de cheval.
- Carte.
- Symbole.
- Habitants du globe.
- Terme de tennis.
- Unité de poids.
- Poilu.
- Tenta.
- Symbole.
- Richesse.
- Fin de mue.
- Écrivain.
- Symbole.
- Petit écran.
- Pesanteur.
- Relatif à un philosophe.
- Rivière d'Alsace.
- Gamin.
- Cale.
- Cardinaux.
- Ville grecque.
- Représentation.
- Cube renversé.
- Plante.
- Île.
- En matière de.
- Victoire d'Hannibal.
- Choisis.
- Symbole.
- Parti.
- Jeu.
- Thymus.
- Symbole.
- Sport.
- Garçon d'écurie.
- Hais.
- Repas.
- Fusil.
- Symbole.
- Poisson.
- Pronom.
- Et la suite.
- Cheville.
- Pieu.
- Pièce de parchemin.
- Époque.
- Tua Méduse.
- Ne dure qu'un an.
- Unité d'ionisation.
- Transpira.
- Fêté en Asie.
- Empereur romain.
- Déclit.
- Dévalisa.
- Symbole.
- Symbole.
- Demi-crochet.
- Peuples d'Asie centrale.
- De Russie.
- Marin.
- Chute.
- Temps anglais.
- Habitants d'Élée.
- Symbole.
- Arrivé.
- Espèce.
- Qui tranche.
- Existence.
- Jeu.
- Coupe court.
- Faire plusieurs fois.
- Est allongé.
- Loteries.
- Encouragement à l'envers.
- Mettre au fait.
- Pieu.
- Symbole.
- Cube.
- Ferme la marche.
- Génitrice.
- Sainte.
- Ville de Suisse.
- Lettre grecque.
- Pays.
- Coiffes.
- Titre.
- Note.
- Enleva.
- Île.
- Trois fois.
- Fin de volt.
- Soldat.
- Charpente.
- Patriarche.
- Certifia.
- Découvreur.
- Attacher.
- À la mode.
- Champion.
- Note.
- Chef de l'Église.
- Soldat.
- Épreuve d'artiste.
- Écime.
- Sur-Tille.
- Pronom.
- Pas cool.
- Arbre.
- Roi d'Israël.
- Déchets.
- Lettre recommandée.
- Service de guerre.
- Hommes de soute.
- Ça serre.
- Ville de Chaldée.
- Article espagnol.
- Cloître des Pyrénées-Orientales.
- Général.
- Continent englouti.
- Enduit de glu.
- Cinéaste.
- Amas.
- Tare.
- Ventile.
- Hommes de combat.
- Largeur.



Blaques

Un couple très huppé cherche des moyens de faire quelques économies dans le budget familial.

- Marie-Ange, si vous appreniez à faire la cuisine, nous pourrions renvoyer la cuisinière, non ?
- Mon cher, sachez que si vous appreniez à faire l'amour, nous pourrions aussi renvoyer le chauffeur.



Solution du jeu dernier

P	E	P	O	I	T	A	S	P	U								
P	A	R	T	I	S	A	N	F	E	R	P	A	S	T	E	U	R
P	R	E	A	N	I	M	E	R	V	I	E	I	L	E	S	N	
A	L	L	I	E	R	O	S	E	U	I	O	L	E	E			
E	U	G	I	O	S	A	R	R	I	E	N	T	L				
A	M	S	A	U	S	E	E	E	I	S	N	E	R	I	R		
E	L	L	A	V	I	S	T	P	I	E	O	C	T	O			
A	N	I	S	R	T	S	E	M	I	S	O	B	O	T			
T	T	A	T	R	E	T	P	D	P	I	N	R	I				
P	S	I	T	U	E	O	R	E	N	A	N	O	N				
	G	I	L	A	O	M	E	A	E	R	E	S	E	S			
G	R	E	C	C	A	M	P	A	G	N	E	A	N	O	N	O	
O	S	D	E	R	I	N	N	C	D	N	O	C					
P	O	A	I	C	O	R	T	A	C	H	E	R	P	U	R		
S	E	N	E	Z	D	E	E	H	A	R	A	S	R	A			
L	E	V	U	R	E	G	R	A	A	L	T	E	S	T			
V	A	R	I	O	S	I	R	T	E	M	P	L	E	E			
M	E	D	E	E	I	T	E	I	L	E	A	A	G	E			
L	A	V	A	L	E	I	R	E	A	S	S	U	R	T	E		
P	T	E	U	S	E	N	A	N	Q	U	E	N	E	P	E	R	

Notre horoscope du jour



BÉLIER Né entre le 21 mars et le 20 avril
 Vous menez votre bonhomme de chemin sans stress mais sans dévier de la ligne que vous vous êtes fixée. Ce calme porte ses fruits auprès de vos collègues et vous êtes apprécié silencieusement. Restez prudent avec vos associés ou vos conseillers : ils pourraient vous proposer davantage que ce que leurs possibilités leur permettent ; ne prenez que des risques financiers bien mesurés. Un imprévu vous montrera le bien-fondé de cette sagesse astrale.



LION Né entre le 24 juillet et le 23 août
 Vous ne vous sentirez pas très bien dans votre peau. Des problèmes personnels accapareront votre attention et vous empêcheront de vous concentrer sur votre travail. Essayez de vous reprendre afin d'éviter des ennuis. Les influences planétaires favoriseront les transactions financières importantes. Si vous devez effectuer des placements ou réaliser une opération immobilière, vous serez très bien inspiré aujourd'hui.



SAGITTAIRE Né entre le 23 nov. et le 21 déc.
 Vous menez votre bonhomme de chemin sans stress mais sans dévier de la ligne que vous vous êtes fixée. Ce calme porte ses fruits auprès de vos collègues et vous êtes apprécié silencieusement. Restez prudent avec vos associés ou vos conseillers : ils pourraient vous proposer davantage que ce que leurs possibilités leur permettent ; ne prenez que des risques financiers bien mesurés. Un imprévu vous montrera le bien-fondé de cette sagesse astrale.



TAUREAU Né entre le 21 avril et le 21 mai
 Jupiter est là pour vous aider dans vos objectifs professionnels ; discipline et rigueur vous permettront d'améliorer vos résultats. Après une période d'observation, vos supérieurs vous montreront leur satisfaction. C'est le bon moment pour faire quelques placements judicieux car il serait dommage de laisser dormir vos économies. Suivez les bons conseils d'un "ancien", ils seront avisés et désintéressés.



VIERGE Né entre le 24 août et le 23 sept.
 Jupiter est là pour vous aider dans vos objectifs professionnels ; discipline et rigueur vous permettront d'améliorer vos résultats. Après une période d'observation, vos supérieurs vous montreront leur satisfaction. C'est le bon moment pour faire quelques placements judicieux car il serait dommage de laisser dormir vos économies. Suivez les bons conseils d'un "ancien", ils seront avisés et désintéressés.



CAPRICORNE Né entre le 22 déc. et le 20 janv.
 Profitez de cette journée pour régler des choses que vous repoussez depuis un moment déjà. Rangez votre bureau, vous y trouverez sûrement quelque chose. Ce sera le moment de plonger le nez dans vos comptes et de mettre au point de nouvelles stratégies financières. Si vous avez l'intention d'acquérir une maison ou un appartement, vous aurez des idées judicieuses.



GÉMEAUX Né entre le 22 mai et le 21 juin
 Mars travaille pour vous : une prochaine entrevue avec la direction risque de vous être très favorable à condition de garder votre sang-froid. Répondez sereinement : ce qu'on vous propose est dans votre intérêt. Allons, il n'y a pas que de mauvaises nouvelles en matière d'argent : n'attendez pas un héritage pour demain mais dans quelques temps cela sera d'actualité et vous pouvez dès maintenant y réfléchir. Les meilleurs projets sont ceux qui ont mûri.



BALANCE Né entre le 24 sept. et le 23 oct.
 Vous souhaitez vous entendre avec chacun et chacune et vous faites de gros efforts dans ce sens. Restez réaliste et ne vous forcez pas : certaines personnes sont imperméables à votre démarche. Reprenez une distance polie teintée d'indifférence vis-à-vis d'elles. Qui sait si elles n'attendent pas cela ? Faire rentrer l'argent discrètement est possible. Et si vous acceptez de sacrifier quelques week-ends pour du gardiennage, du jardinage, du baby-sitting ou du senior-sitting ?



VERSEAU Né entre le 21 janv. et le 19 fév.
 Votre partenaire a besoin de toute votre attention. Ne prenez pas ses désirs à la légère et montrez-vous compréhensif. Entrez quelque chose à deux. Petite fatigue, vous êtes épuisé(e). Essayez de vous reposer, d'écouter de la musique douce et de prendre soin de votre corps.



CANCER Né entre le 22 juin et le 23 juillet
 Difficile de tenir le cap de votre travail quand les contretemps s'accroissent. Cette situation vous fait grincer des dents mais pourtant seule la patience est la bonne réponse. Regardez de près vos contrats d'assurances, taxes, prêts et vous allez trouver des améliorations à leur apporter. N'hésitez pas à prendre conseil auprès d'un professionnel dont vous avez pu apprécier la com-



SCORPION Né entre le 24 oct. et le 22 nov.
 Vous renouez avec un projet délaissé faute de temps. Le moment n'est-il pas propice pour réétudier sa faisabilité et convaincre votre hiérarchie ou vos associés ? La conjonction actuelle des astres vous est favorable. Retarder un investissement ? La tentation est grande mais il faut refaire soigneusement le point et bien connaître ce que vous en attendez.



POISSONS Né entre le 20 fév. et le 20 mars
 Vous souhaitez vous entendre avec chacun et chacune et vous faites de gros efforts dans ce sens. Restez réaliste et ne vous forcez pas : certaines personnes sont imperméables à votre démarche. Reprenez une distance polie teintée d'indifférence vis-à-vis d'elles. Qui sait si elles n'attendent pas cela ? Faire rentrer l'argent discrètement est possible. Et si vous acceptez de sacrifier quelques week-ends pour du gardiennage, du jardinage, du baby-sitting ou du senior-sitting ?

COUPE DU MONDE

Les statistiques africains

Le sélectionneur des Pharaons, Hector Cuper a aligné pendant toute la compétition 16 joueurs. Sept se sont contentés de regarder leurs camarades.

La ligne de défense n'a pas bougé d'un iota pendant les trois matches contre l'Uruguay, la Russie et l'Arabie Saoudite, de droite à gauche le capitaine Ahmed Fathi, les deux centraux, Ali Gabr et Ahmed Hegazy, et Mohamed Abdelshafy. Ont disputé une grande partie de tous les matches, Mohamed Elneny (244'), Mhamoud Trezeguet (235'), Abdalla El Saïd (225') et Marwan Mohsen (209').

Pas utilisé lors du premier match parce qu'incomplètement remis de sa blessure à l'épaule, Mahmoud Salah a disputé l'intégralité des deux autres rencontres.

Quant au gardien vétéran Essam El Hadary il s'est retrouvé à son poste pour le dernier match, alors que l'élimination de l'Egypte était consommée, afin de lui permettre de battre le record du joueur le plus âgé de l'histoire à avoir disputé une Coupe du monde mais Mohamed El Shennawy s'est imposé comme un titulaire solide, ce qu'il n'était pas au départ.

Dans le camp des Marocains, Hervé Renard s'est appuyé sur le gardien Mounir El Kajoui, le défenseur gauche Achraf Hakimi qui joue au Real Madrid, les milieux Mbark Boussoufa et Karim El Ahmadi et les attaquants Noureddine Amrabat et Hakim Ziyech. En fait l'équipe n'a pas énormément bougé au fil des trois rendez-vous avec l'Iran, le Portugal et l'Espagne. Hormis les deux gardiens remplaçants, un joueur de la liste initiale, Badr Benoun, n'est jamais entré sur le terrain. Sofyan Amrabat n'a joué qu'une poignée de minutes (14'), Mehdi Carcela quelques secondes de plus (15'), Youssef En Nesryi à peine davantage (18') mais moins qu'Aziz Bouhaddouz (19').

- Gernot Rohr a fait confiance totale à son gardien Francis Uzoho, à ses défenseurs William Ekong et Leon Balogun, à ses



milieux, le capitaine John Obi Mikel, Wilfred Ndidi et Oghenekaro Etebo, et à l'attaquant Victor Moses, soit sept joueurs. Si on ajoute les noms de Brian Idowu, Kenneth Omeruo et Ahmed Musa qui n'ont pas disputé l'intégralité de tous les matches on arrive à dix titulaires.

Sept joueurs, dont les deux gardiens remplaçants, ne sont pas rentrés sur le terrain et Simeon Nwankwo n'a fait que deux apparitions de 2 et 3 minutes. - L'ossature des Lions de la Teranga a reposé sur la gardien Khadim Ndiaye qui joue dans le club Horoya AC, en Guinée, les défenseurs Kalidou Koulibaly, Salif Sane et Youssouf Sabaly. On peut ajouter Moussa Wague qui n'a disputé que le premier quart d'heure du dernier match contre la Colombie. Au milieu de terrain Idrissa Gana Gueye s'est révélé indispensable et devant Sadio Mane et Mbaye Niang ont constitué un duo de titulaires même si Niang a joué 23 minutes de moins. 6 joueurs n'ont jamais touché le ballon en dehors des entraînements. Et Diafra Sakho n'est resté sur le terrain que 4 minutes. - Événement rare au sein des Aigles de Carthage. Tenu par les circonstances, la blessure du gar-

dien titulaire Mouez Hassen après un quart d'heure de jeu, le sélectionneur Nabil Maâloul l'a remplacé par Farouk Ben Mustapha qui, blessé lui-même au second match contre la Belgique, cèdera sa place lors de la dernière rencontre à Aymen Mathlouthi. Le défenseur Yassine Meriah, les attaquants Fakhreddine Ben Youssef et Wahbi Khazri, pour ce dernier à quelques minutes près, sont les seuls à avoir été présents sur le terrain pour la totalité des trois matches. Grande singularité de l'équipe de Tunisie. Elle est une des très rares, peut-être même la seule, à avoir donné à chacun de ses joueurs un peu de temps de jeu sur le terrain. 2 minutes pour Bassem Srarfi, 5 pour Sabeur Khalifa ! Ils pourront dire: «J'ai joué la Coupe du monde 2018». Joueurs et championnats dans lesquels ils évoluent.

Egypte

Egypte (8), Angleterre (7), Arabie Saoudite (4), Finlande, Grèce, Turquie, Usa (1)

MAROC

Espagne (6), Turquie (4),

prépare la 3^e journée de la Coupe de la Confédération de la Caf. Le 17 juillet prochain, les Rouges recevront les Congolais du CARA de Brazzaville.

Cyclisme : les pédales fixées

La compétition sera courue en deux étapes. D'abord, une course contre la montre par équipe de 40km sur un circuit de 20km en aller-retour qui désignera l'équipe championne à partir du meilleur temps du 3^eme coureur de l'équipe. En fin, une course en ligne de 123km 200 entre Bamako et Siby en aller-retour plus 10 tours de circuit sur le Boulevard de l'indépendance avec trois sprints intermédiaires bonifiés et l'arrivée finale aussi pour les trois premiers.

Cette course en ligne permettra de désigner le champion du Mali de l'année 2018.

Echos du Mondial

Colombie : Juan et Yerry ont validé leur boulot d'avant match Lundi, juste avant l'entraînement de la Colombie, Juan Cuadrado et Yerry Mina ont été aperçus en dansant. Mardi en égalisant dans les arrêts de jeu pour s'offrir une prolongation, les Cafeteros ont aussi permis à Juan Cuadrado et Yerry Mina de valider leur boulot accompli la veille. Non, Cuadrado ne s'était pas simplement entraîné à tirer des corners sur la tête de Mina. Ces deux-là sont bien plus forts que ça. Quelques minutes avant l'ultime séance sur la pelouse du stade du Spartak, lundi à 18h, Cuadrado et Mina, loin des préoccupations de leurs coéquipiers, ont répété une danse pendant plusieurs minutes. La même danse qu'ils ont pu offrir au monde entier au moment où ils ont permis à la Colombie de revenir dans le match contre l'Angleterre. « Désormais en vacances, Juan et Yerry auront tout le temps pour peaufiner cette chorégraphie », a répliqué un journaliste anglais mardi dans la zone mixte.

Les larmes de Falcao

Le capitaine des Cafeteros (surnom de l'équipe colombienne), était inconsolable mardi. Radamel Falcao c'est de lui qu'il s'agit a comme un doute. El Tigre a fustigé les décisions de Mark Geiger, l'arbitre américain du match en mettant en doute « sa partialité ».

« Qu'ils mettent un arbitre américain, cela me paraît particulier, vu qu'il a été suspendu », a déploré le Monégasque en zone mixte. « Cela me laisse beaucoup de doute car il ne parlait seulement qu'anglais. Je ne sais pas... Sa partialité était certaine ».

Tirs au but : fin d'une incroyable histoire de la guigne des Anglais

Mardi tard dans la soirée, le stade du Spartak a vécu une histoire. Celle de la fin de l'incroyable histoire de la guigne des Anglais lors de l'exercice des tirs au but (six éliminations de la sorte depuis 1990) et le travail de fond entrepris par Gareth Southgate pour briser le sortilège.

Southgate : le mieux placé pour savoir ce qu'il en coûte

La malédiction des Three Lions dans l'exercice est devenue proverbiale : six échecs en série lors de la bonne vieille séance de pénalités depuis 1990, pour une seule expérience réussie à la maison en quarts de finale de l'Euro 96, aussitôt effacée par une élimination à pleurer contre l'Allemagne. L'auteur malheureux de penalty manqué (et bien salement) se transmet de génération en génération dans les bonnes maisons de Londres. Un certain Gareth Southgate, le sélectionneur actuel de l'Angleterre, qui se souvient beaucoup trop clairement de la scène qu'il a tenu a expliqué mardi aux journalistes dans la zone mixte : « Terry Venables [alors manager] est venu me demander si j'avais déjà tiré des penaltys et si j'avais envie d'être volontaire. J'ai répondu oui. En fait, j'avais tiré un seul penalty trois ans auparavant avec Crystal Palace. Bien sûr, je l'avais manqué ».

Grâce aussi à un test psychologique

Face à la situation selon un membre du staff technique de l'équipe, une recherche a conduit l'entraîneur, entre autres, à mener des tests psychologiques sur ses joueurs pour déterminer lesquels seraient capables de se présenter devant les portes de l'enfer sans cligner des yeux. Le résultat, au-delà de la victoire : tous les tireurs anglais ont fait le bon geste, même Henderson, qui a vu sa tentative repoussée par Ospina.

Le coup de fil de Peter Shilton à Pickford

Le portier de l'Angleterre, Jordan Pickford, auteur de deux gros arrêts sur les frappeurs colombiens, est le héros de la soirée, et même un peu plus que ça. Dans la zone mixte, il restait longtemps au téléphone au point de ne pas répondre aux sollicitations des journalistes. Selon l'officier média de l'équipe, Andy Walker c'est l'ex-international gardien, Peter Shilton, qui le félicitait. « Jordan tu as été brillant et c'est votre victoire. Tu viens de permettre au coach Gareth Southgate et notre équipe de briser une malédiction, a dit l'ex-portier et actuel entraîneur des gardiens de Middlesbrough, Peter Shilton

Albiceleste : Maradona propose gratuitement ses services

Diégo Maradona, omniprésent pour soutenir l'Argentine dans ce Mondial, est à nouveau candidat pour redevenir sélectionneur de l'Albiceleste. Après un passage à la tête de la sélection qui a pris fin brutalement en quarts de finale de la Coupe du monde 2010 et une débâcle face à l'Allemagne (4-0), El Pibe de oro souhaite une seconde chance : « Je voudrais revenir à la tête de l'équipe nationale et je le ferai gratuitement, je ne demanderai rien en retour », a déclaré le champion du monde 1986 à nos confrères de Telesur. Rebelote ?

Obi Mikel a joué Nigeria-Argentine pendant que son père était retenu en otage

Quatre heures avant de jouer un match décisif face à Lionel Messi, John Obi Mikel a reçu un coup de téléphone sur son portable. Un homme lui annonce que son père a été pris en otage au Nigeria et réclame une rançon de 10 millions de nairas (24.000 euros). Le capitaine des Super Eagles n'a rien dit à personne et a joué le match, finalement perdu par le Nigeria 2-1. Lundi soir, les autorités nigérianes ont annoncé que son père avait pu être libéré après un échange de tirs avec les ravisseurs.

« Ils m'ont dit qu'ils le tueraient immédiatement si je prévenais les autorités ou toute autre personne. Je ne savais pas quoi faire mais au final, je ne pouvais pas décevoir 180 millions de Nigériens. J'ai essayé de ne pas y penser et de représenter mon pays » a confié le joueur à nos confrères nigériens

Rassemblés à Moscou par
● B. D. S.

Echosports

Amical : les Aiglons s'imposent au Djoliba

Les Aiglons et le Djoliba se sont affrontés, mardi 3 juillet au stade Modibo Keïta, en match amical. La rencontre a tourné en faveur des Aiglons, vainqueur 2-0. Les buts ont été marqués par Diadié Samadiaré (16^e min) et Al Bilal Touré (28^e min). Les joueurs du coach Mamoutou Kané «Murlé» préparent le 3^e et dernier tour des éliminatoires de la Can U20, Niger 2019. Le Mali ira défier le Cameroun, à Yaoundé, le 13 juillet. La rencontre retour est prévue pour le 20 juillet, au stade Modibo Keïta. Avant cette opposition, les poulains de Murlé avaient battu à deux reprises le Burkina en amical, également à Bamako. Quant au Djoliba, il

Son Kadi

**« PAROLES DE MIGRANTS,
PORTEURS D'ESPOIR »**

UNE PREMIERE AU MALI



LE JEUDI 05 JUILLET 2018
A PARTIR DE 18H30
AU MAGIC CINEMA (BABEMBA)

 **ROUTES DU SUD**

PARTENAIRE OFFICIEL
CANAL+